

Fünfte Sitzung – Cinquième séance**Donnerstag, 21. Septembre 1978, Vormittag****Jeudi 21 septembre 1978, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

78.019

Bundesfinanzreform 1978**Réforme des finances fédérales 1978**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1120 hiervor — Voir page 1120 ci-devant

Art. 9 Abs. 2 Bst. c Ziff. 4–6, Bst. d*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 9 al. 2 let. c ch. 4–6, let. d*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 9 Abs. 2 Bst.-e Ziff. 1 und 2***Antrag der Kommission*

Die Steuer beträgt:

1. 2 Prozent ...
2. 4 Prozent ...

Antrag Carobbio

Die Steuer beträgt:

1. 0 Prozent auf den Umsätzen und der Einfuhr von
 - Gas, Wasser Elektrizität,
 - Brennstoffen (inbegriffen Energie aus Fernheizung),
 - Seifen und Waschmitteln, die im Gebrauchszolltarif unter einer eigenen Rubrik aufgeführt sind,
 - Ess- und Trinkwaren ...

Art. 9 al. 2 let. e ch. 1 et 2*Proposition de la commission*

L'impôt s'élève:

1. A 2 pour cent...
2. A 4 pour cent...

Proposition Carobbio

L'impôt s'élève

1. à 0 pour cent sur les transactions et l'importation
 - de gaz, eau, électricité,
 - de combustibles (y compris la chaleur amenée par installations de chauffage à distance)
 - de savons et produits de lessive constituant des postes distincts du tarif douanier,
 - de produits comestibles et boissons,...

M. Carobbio: Permettez-moi de motiver très brièvement ma proposition à l'article 9, alinéa 2, lettre e. Comme je l'ai déjà dit dans mon intervention lors du débat d'entrée en matière, je ne suis pas un adversaire, par principe, de l'introduction du système de la TVA. Toutefois, je ne suis pas non plus d'accord avec la solution proposée en 1976 et reprise dans le projet en discussion. En particulier, je

suis de l'avis qu'un impôt indirect comme l'ICHA ou la TVA doit être conçu de façon à assumer, dans la mesure la plus large possible, un caractère d'impôt différencié, dégressif, c'est à dire doit remplir aussi un rôle social, dans le sens où il doit imposer plus lourdement les biens de consommation qui ne sont pas de première nécessité et par contre imposer moins ou pas du tout les biens de première nécessité. En ce qui concerne la TVA, une solution progressiste devrait donc prévoir, non seulement comme c'est le cas dans le projet, un taux normal et un taux réduit, mais une échelle des taux plus large, comprenant en particulier au moins aussi un taux zéro pour les biens de première nécessité et un ou plusieurs taux majorés pour les biens de luxe. Dans ce sens, l'alinéa a du paragraphe 1 du nouvel article constitutionnel 41^{ter}, aurait dû prévoir au moins le principe des taux différenciés dont j'ai parlé. Peut-être, pour être complet, aurais-je dû faire une proposition d'amendement dans ce sens. Cela, du reste, est la solution que connaissent d'autres pays qui ont introduit la TVA. C'est le cas de l'Angleterre par exemple. Mais cela dit, l'aspect le plus discutable de la proposition du Conseil fédéral c'est, à mon avis, l'abolition de la liste franche, jusqu'ici connue sous le régime de l'ICHA, pour la remplacer dans le futur régime de la TVA, par une imposition d'un taux de 2 ou 2,5 pour cent. Le résultat, bien que nous n'ayons pas reçu de chiffres permettant des calculs exacts, représente une augmentation de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de l'impôt à la consommation sur des biens de première nécessité: c'est une mesure qui touchera particulièrement les revenus modestes et moyens et dont le caractère antisocial est évident. C'est aussi une mesure qui peut être expliquée seulement par la volonté de s'opposer à rechercher les moyens financiers qui manquent, par d'autres modifications de l'imposition fiscale directe. Un tel choix porte, une fois de plus, à demander plus d'impôts aux couches populaires. Pour ces raisons, nous devons la combattre. Je trouve donc raisonnable et dans le sens d'un choix de politique sociale, de ne pas aggraver l'imposition fiscale de ces couches-là de la population. Tels sont les motifs principaux qui m'ont conduit à formuler la proposition de taxer à un taux zéro, les biens de l'actuelle liste franche de l'ICHA. En pratique, cela revient à modifier la lettre e de l'article 9, alinéa 2, pour remplacer le taux de 2 pour cent par le taux zéro, en ajoutant également à la liste des marchandises prévues par l'article proposé par le gouvernement, le gaz, l'eau, l'électricité, les combustibles, les savons et les produits de lessive.

Avec une telle proposition, on donne un contenu plus social à la réforme des finances fédérales proposée. Je sais que l'on me dira qu'une telle proposition, si elle est acceptée, portera en diminution des recettes prévues de plusieurs millions. C'est vrai. Mais de mon point de vue, la compensation peut et doit être trouvée à travers une imposition plus lourde des gros revenus, des grosses fortunes, des bénéfices et du capital en particulier, pour reprendre le thème d'hier, en demandant aux grandes banques, au capital spéculatif, de payer ce qu'ils devraient payer. Dans la perspective d'une telle logique, j'appuierai la proposition du groupe socialiste.

Pour conclure, je vous invite donc à soutenir ma proposition de rétablir en pratique la liste franche par le moyen de l'introduction du taux zéro.

Oehen: Herr Carobbio hat hier schon oft sehr interessante Vorschläge gemacht. Dieser Vorschlag aber scheint mir gehörig danebenzugehen, weshalb ich mich veranlasst sehe, ihn zu bekämpfen. Die Mehrwertsteuer, die ich grundsätzlich überhaupt nicht begrüße, hat wenigstens den Vorteil, dass sie sich zum Teil als Steuerungsmittel einsetzen lässt. Wir wissen alle, wie dringend notwendig es ist, dass gerade die Energie in ihrem Verbrauch gesteuert wird, dass wir also bewusst mithelfen, dass in Zukunft der Konsument den Energiebedarf vernünftig entwickelt respek-

tive sich bemüht, Formen seiner Lebensgestaltung zu finden, die ein relatives Minimum an Energie benötigen. Wenn nun Herr Carobbio in seinem Antrag verlangt, dass gerade die Energie von der Besteuerung ausgenommen werden sollte, liegt er ganz einfach quer zur heutigen gesellschaftspolitischen Situation. Wenn Herr Carobbio im weiteren sagt, dass alle Gebrauchsgüter erster Notwendigkeit von der Steuer ausgenommen werden sollten, so scheint mir, dass er übersieht, dass damit wieder einmal ein Prinzip zur Anwendung kommen würde, das uns sehr viel kostet, indem alle bevorzugt würden, auch jene, die es überhaupt nicht benötigen. Trotzdem bin ich sehr froh, wenn Sie den Antrag unserer Kommission annehmen und eine Differenz zum Ständerat schaffen. Es scheint mir nämlich notwendig, zu dem Absatz noch etwelche Ueberlegungen anzustellen. Vielleicht kann im Bereinigungsverfahren auf diese Probleme noch eingegangen werden. In Litera c Ziffer 4 haben wir zum Beispiel die Viehhändler von der Besteuerung ausgenommen. Hier aber haben wir das Vieh als Steuerobjekt aufgeführt. Ich frage mich einfach, wer denn überhaupt zu besteuern sei. Der Viehhändler wird ausgenommen, aber das Vieh wird besteuert. Bedeutet das, dass, wenn ein Landwirt von einem andern Vieh kauft, eine Steuer darauf zu entrichten ist, dass aber, wenn der Viehhändler dazwischen steht, die Steuer entfällt?

Es geht aber noch um weitere Probleme: Ist es tatsächlich richtig, dass zum Beispiel Bücher besteuert werden, wo wir aus kulturpolitischen Gründen nach Möglichkeit das Bücherlesen fördern sollten? Oder, um nochmals zur Landwirtschaft zurückzukehren, ist es sinnvoll, wenn die Streuemittel gleich behandelt werden wie die Futtermittel? Wir haben für die Futtermittelbegrenzung eine Initiative hängt, weil wir daran interessiert sind, den Futtermittelverbrauch zurückzudämmen. Auf der andern Seite benötigen wir einfach Streuemittelimporte, weil wir im eigenen Land nicht genügend Streue produzieren.

Das sind einige Hinweise, die Ihnen zeigen sollen, dass es sich lohnt, wenn im Bereinigungsverfahren dieser Artikel noch einmal überdacht wird.

M. Richter, rapporteur: Je vous invite à repousser vigourement la proposition de M. Carobbio parce qu'elle «chamberderait» complètement le système que nous voulons retenir. J'en veux pour preuve que la répercussion de la proposition de M. Carobbio se traduirait par des pertes de recettes – tenez-vous bien – de 880 millions de francs pour un taux de 7 pour cent, selon l'estimation de l'administration. Cela signifierait qu'on en arriverait, au niveau de la perception indirecte, à une recette inférieure à ce que la Confédération encaisse à l'heure actuelle, avec l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires. J'attire donc votre attention sur ces chiffres: 880 millions de francs en moins avec un taux de 7 pour cent ou 1 milliard 60 millions avec un taux de 8 pour cent.

A notre sens, cette proposition doit être rejetée.

M. Oehen a soulevé le problème des distinctions à faire entre l'ensemble recouvert par l'expression «les marchands de bétail» figurant à la littera c, chiffre 4 et ici à la littera e, également à ce que recouvre comme secteur le bétail. Alors, très franchement; Monsieur Oehen, personnellement je ne peux pas vous répondre mais, connaissant les larges compétences de mon voisin, j'espère que l'autre rapporteur de la commission pourra vous apporter les éclaircissements attendus.

Eisenring, Berichterstatte: Der Antrag Carobbio schliesst an die bisherige Warenumsatzsteuerregelung an. Er übernimmt praktisch, mit einigen Ausnahmen, die dort aufgeführte Freiliste. Diese Regelung hätte zur Folge, dass steuerpflichtige Unternehmer auf ihren Umsätzen der betreffenden Waregruppen keine Steuer zu entrichten hätten, dass sie dann aber andererseits die Vorsteuerbelastungen in Abzug bringen dürften. Es wäre das eine echte Befreiung mit Vorsteuerabzug.

Aus der Annahme des Antrages Carobbio – die Finanzverwaltung hat entsprechende Berechnungen angestellt – ergäbe sich ein Steuerausfall in der Grössenordnung von sage und schreibe 880 Millionen bis 900 Millionen Franken. Damit würde das ganze Gebäude der Umstellung von der Warenumsatzsteuer auf die Mehrwertsteuer, abgesehen von den Konkurrenzproblemen, die darin enthalten sind, fiskalisch vollständig ausgehöhlt. Wir brauchen dann die Umstellung gar nicht vorzunehmen. Mindestens in diesem Punkt, nämlich in bezug auf die Umstellung, war jedoch in der Kommission ein Konsens vorhanden, und zwar in dem Sinn, dass aus der Umstellung von der Warenumsatzsteuer auf die Mehrwertsteuer eine Einnahmenvermehrung zugunsten des Bundes resultieren sollte.

Nun hat man den Antrag Carobbio in der Kommission allerdings nicht zur Diskussion stellen können, weil er ihr nicht vorgelegen hat. Aus der generellen Haltung der Kommission heraus muss jedoch geschlossen werden, dass sie den Antrag Carobbio abgelehnt hätte, weil er, wie gesagt, zu einer beträchtlichen Ertragsaushöhlung beim Mehrwertsteuerbetreffnis führen würde.

Nicht zu übersehen ist sodann, dass dieses System zur Folge hätte, dass Zehntausende von neuen Steuerpflichtigen entstehen würden. Berechnungen gehen dahin, dass mindestens 10 000 Detaillisten unter die Abrechnungspflicht fallen würden. Diese würden natürlich den Vorsteuerabzug geltend machen, um andererseits die echte Befreiung auszulösen. Zudem würden etwa 130 000 Landwirte zusätzlich steuerpflichtig. Wenn ich den gestrigen «Weinbauernentscheid» sehe, so muss ich folgern, dass wohl nicht die Absicht besteht, weiter in den landwirtschaftlichen Sektor einzugreifen. Ich möchte Sie daher bitten, den Antrag Carobbio wohlwollend abzulehnen.

Herr Oehen hat die Frage aufgeworfen, weshalb einerseits die Viehhändler für die Umsätze im Inland von der Steuerpflicht ausgenommen sein sollen, während es weiter unten heisst, dass die Steuer auf Ess- und Trinkwaren usw. und auf Vieh 2,5 Prozent betrage. Es wird Aufgabe der Ausführungsgesetzgebung sein, die von Herrn Oehen gewünschten notwendigen Klarstellungen vorzunehmen. Man hat zu unterscheiden zwischen dem Steuerobjekt und dem Steuersubjekt. Das Steuersubjekt wird beispielsweise der Viehhändler sein – die generelle Befreiung ist dann eine Frage der Ausgestaltung der Gesetzgebung –, während das Steuerobjekt das Kalb ist, das er verkauft. Die Steuer müssen Sie aber beim Viehhändler holen, weil ich noch nie ein Kalb mit einem Portemonnaie gesehen habe!

In diesem Sinn nehmen wir von den Begehren des Herrn Oehen auf Klarstellung, die wie gesagt in der Ausführungsgesetzgebung erfolgen muss, Kenntnis.

Ich bitte Sie, den Antrag Carobbio abzulehnen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je n'ajouterais pas grand-chose aux considérations de Messieurs les rapporteurs qui vous invitent chaleureusement à repousser la proposition de M. Carobbio.

Je vous rappelle qu'actuellement la taxe occulte charge les produits de première nécessité dans une mesure de 1,5 à 1,7 pour cent et, en fait, par rapport au système actuel, M. Carobbio propose qu'on supprime même cette charge, en leur donnant une véritable franchise, véritable réduction d'impôt qui se traduit, comme le rapporteur le rappelait, par une perte dans notre projet d'environ 1 milliard – un peu plus même – pour un taux de 8 pour cent et cela avec le paradoxe que les entreprises contribuables pourraient tout de même déduire l'impôt préalable de leurs déclarations.

Si le taux normal de TVA que nous proposons à 8 pour cent, respectivement à 7 pour cent en période de dépression, est nettement plus bas que les taux normaux des pays voisins, l'imposition des produits de première nécessité est traitée chez nous d'une manière encore plus favorable, relativement: taux de 2,5 pour cent pour 8 pour cent ou taux de 2 pour cent pour 7 pour cent de taux normal; les rapports chez nos voisins sont les suivants – l'Angle-

terre est exceptée car elle a un système d'imposition, je dois le dire, très différent --: pour la République fédérale allemande: première nécessité, 6 pour cent pour un taux normal de 12 pour cent; France, 7 pour cent pour 18 pour cent; Autriche, 8 pour cent pour 18 pour cent de taux normal. Nous traitons donc d'une manière très favorable les produits de première nécessité. Pour eux, l'augmentation d'impôts sera minime par rapport à la taxe occulte d'aujourd'hui.

A M. Oehen qui se préoccupe des marchands de bétail, à juste titre sans aucun doute, je dirai que nous avons, en principe, exempté de l'assujettissement cette catégorie professionnelle, comme les agriculteurs et pour des raisons identiques.

En effet, l'étude attentive des dossiers nous a démontré que, pour les marchands de bétail, la charge préalable sur les investissements (Vorsteuer), serait pratiquement, grosso modo, égale à l'impôt sur les ventes à taux réduit.

Nous envisageons d'exempter les marchands de bétail. Pour le reste, M. Oehen trouvera de plus amples précisions dans l'ordonnance d'application. L'essentiel pour nous est que votre conseil repousse la proposition de M. Carobbio.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	122 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	6 Stimmen

Le président: Nous avons aussi adopté le chiffre 2 de la lettre e.

Art. 9 Abs. 2 Bst. e Ziff. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

3. 7 Prozent ...

Minderheit

(Cantieni, Butty, Eisenring, Kaufmann, Mugny, Weber Leo)

3. 8 Prozent ...

Art. 9 al. 2 let. e ch. 3

Proposition de la commission

Majorité

3. A 7 pour cent...

Minorité

(Cantieni, Butty, Eisenring, Kaufmann, Mugny, Weber Leo)

3. A 8 pour cent...

Cantieni, Sprecher der Minderheit: Die Kommissionsminderheit beantragt Ihnen, den Satz der Mehrwertsteuer auf 8 Prozent festzusetzen. Dafür gibt es mehrere gewichtige Gründe. Es sind dies insbesondere folgende:

1. Wir können unserem verfassungsmässigen Auftrag betreffend Budget und Rechnungsausgleich nur dann nachkommen, wenn wir mit einer neuen Finanzordnung die Grundlage dafür schaffen, dem Staat jene Einnahmen zu sichern, derer er bedarf, um die bedeutendsten Aufgaben des Landes wahrzunehmen. Ich denke hier an die Landesverteidigung, an unsere Sozialwerke, an die Landwirtschaft, an Bildung und Forschung, an den öffentlichen Verkehr, um nur einige dieser staatlichen Aufgaben zu nennen.

2. Die Zunahme der Staatsschuld in den letzten Jahren zwingt uns, einerseits Sparmassnahmen zu treffen, andererseits aber auch zusätzliche Einnahmequellen zu erschliessen.

Ein Blick auf die Entwicklung des Standes der Staatsschuld in den letzten Jahren präsentiert sich wie folgt: 1960 hatten wir noch 6,5 Milliarden Franken Schulden, 1965 5,6 Milliarden (also weniger), 1970 6,3 Milliarden, d. h. dass die Staatsschuld von 1960 bis 1970 sich nicht erhöht, im Ge-

genteil leicht abgenommen hat. Dann kommt aber eine geradezu alarmierende Entwicklung. Schon 1975 hatten wir 12,6 Milliarden Franken Schulden (also genau das Doppelte dessen, was wir 1970 in unserer Rechnung ausgewiesen haben), und 1977 16,6 Milliarden, d. h. dass die Staatsschuld von 1970 bis 1977 um 163 Prozent zugenommen hat. Es sei hier aber auch an die Parlamentsdebatte zum Finanzpaket vom 12. Juni 1977 erinnert. Von den meisten Parteien wurde damals die Notwendigkeit einer zehnpromzentigen Mehrwertsteuer geltend gemacht und eingehend begründet. Wir haben diese Notwendigkeit damals auch in den ungezählten öffentlichen Versammlungen unterstrichen. Die Finanzlage des Bundes ist in der Zwischenzeit nicht besser geworden. Es sei hier daran erinnert, dass in verschiedenen Bereichen unseres Staatshaushaltes eine besorgniserregende Entwicklung sich abzeichnet. Es seien hier nur einige genannt.

1. Der AHV-Fonds: Wir wissen, dass hier keineswegs Gewähr besteht, diesen Fonds auf der gesetzlich vorgeschriebenen Mindesthöhe zu halten.

2. Die Defizite der SBB haben auch in den letzten Jahren zugenommen.

3. Auf dem Sektor der Exportrisikogarantie werden in den nächsten Jahren angesichts der veränderten Wirtschaftslage erhebliche zusätzliche Mittel notwendig werden.

4. Ein neues Impulsprogramm soll die grössten Ausfälle in einzelnen Branchen unserer Wirtschaft mildern. Solche Impulsprogramme und allfällige weitere Investitionsprogramme können nur dann zum Tragen kommen, wenn der Bund hierfür die notwendigen finanziellen Mittel bereitstellen kann.

Ein Systemwechsel allein genügt nicht. Das Volk erwartet von uns eine klare Antwort auf die Frage nach dem Budgetausgleich innerhalb einer bestimmten Zeit. Ich halte dafür, dass die Sanierung der Bundesfinanzen nach wie vor Priorität haben muss, wenn auch die zeitliche Dauer zur Erreichung dieses Zieles heute anders umschrieben werden muss, als wir es noch Anfang letzten Jahres getan haben. Aber ohne gesunde Bundesfinanzen sind wir auch mittelfristig nicht in der Lage, geschweige denn langfristig, bewährte und unentbehrliche Institutionen in ihrem Bestand zu sichern und eine sich deutlich abzeichnende Wirtschaftskrise zu meistern.

Unser Minderheitsantrag, die Mehrwertsteuer auf 8 Prozent festzusetzen, soll dem Bund während einer Uebergangszeit jährlich rund 750 Millionen Franken Mehreinnahmen sichern. Diese 750 Millionen Franken entsprechen dem SBB-Defizit des letzten Jahres. Wir benötigen diese aber auch, um die Bundesschuld zu verzinsen, wobei dieser Betrag schon heute, trotz niederen Zinssätzen, nur knapp oder gar nicht mehr ausreicht. Der Zinsendienst erforderte im letzten Jahr 782 Millionen Franken. Auch bei einem Mehrwertsteuersatz von 8 Prozent werden zusätzliche Sparmassnahmen notwendig sein. Der Antrag der Minderheit ist realistisch. In Uebereinstimmung mit dem Beschluss des Ständerates soll dabei der Bundesrat die Steuersätze herabsetzen können, wenn die Entwicklung der Wirtschaftslage es erfordert. Für die Volksabstimmung ist das auch eine klarere Ausgangslage.

Ich ersuche Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

M. Mugny: Je vous demande de soutenir la proposition que vient de présenter M. Cantieni au nom de la minorité de la commission, et cela pour les raisons suivantes.

Hier, au cours du débat d'entrée en matière, M. Chevallaz, conseiller fédéral, a qualifié le taux de 7 pour cent de provisoire. Nous savons tous que le taux normal de la TVA sera de 8 pour cent. Même si, temporairement, dans certaines circonstances, il est ramené à 7 pour cent pour des raisons conjoncturelles, pour faire face à une situation économique passagèrement difficile, le taux normal, je le répète, est de 8 pour cent et il faut le préciser dans la loi et le préciser clairement.

La seconde raison est le fait que nous devons présenter aux citoyens et aux cantons, en vue de la votation populaire, la situation telle qu'elle est réellement. Il ne faut pas leur laisser croire que le taux de la TVA est de 7 pour cent et qu'il pourra être porté à 8 pour cent alors que c'est en réalité le contraire et que le taux de 8 pour cent sera appliqué dans les situations normales.

Si, un jour, le Conseil fédéral le juge utile, sur la base de l'analyse de la situation et des estimations auxquelles il aura procédé, il pourra ramener le taux de la TVA à 7 pour cent. Il le fera essentiellement pour relancer l'économie, car il est évident qu'en diminuant de 1 pour cent le taux de la TVA, on relancera la consommation. Il s'agit donc d'un instrument de régulation de la conjoncture que l'on met entre les mains du Conseil fédéral, mais il ne pourra que diminuer le taux.

Le Conseil fédéral propose de fixer le taux de 8 pour cent et le Conseil des Etats également. On a dit et répété à plusieurs reprises que, même si les recettes que procurera une TVA de 8 pour cent ne permettraient pas d'assainir totalement les finances fédérales, il ne faut pas perdre de vue que le but de la réforme qu'on nous propose est d'améliorer en tout cas la situation financière de la Confédération. Si donc une TVA de 8 pour cent ne suffit pas à rétablir l'équilibre des finances fédérales, une TVA de 7 pour cent y suffira encore moins.

Dans ces conditions, la formule que nous propose la majorité de la commission est peut-être de nature à faciliter la décision du peuple, mais elle ne correspond pas à notre volonté.

Enfin, il faut le dire, ceux qui ont proposé en commission de ramener le taux de la TVA à 7 pour cent ont, en votation finale, refusé cet article et l'ensemble du projet de revision, votant contre le projet ou s'abstenant.

En résumé, pour assurer la clarté du débat et de la votation populaire, il faut inscrire dans la constitution le taux de 8 pour cent.

M. Richter, rapporteur: Je vous rends attentifs au fait que le taux maximum que peut appliquer le Conseil fédéral, soit le taux de 8 pour cent, figurera à l'article 41^{ter} de la constitution. Par conséquent, le peuple aura la garantie que le Conseil fédéral ne pourra jamais appliquer un taux supérieur à 8 pour cent aussi longtemps que le peuple n'en aura pas décidé ainsi en votation populaire.

Cependant, quel taux faut-il inscrire dans la loi? La minorité de la commission estime qu'il doit être fixé à 8 pour cent. La majorité estime que, compte tenu de la situation actuelle, il faut le fixer à 7 pour cent, étant entendu que, si la situation l'exige, il pourra être porté par la suite à 8 pour cent. C'est là que se situe la divergence qui s'est élevée entre la minorité et la majorité de la commission.

Il s'agit peut-être aussi, pour la minorité, d'une question de présentation d'éthique: elle veut mettre l'accent sur la situation économique actuelle et manifester son désir de voir le taux de 7 pour cent pratiqué dès à présent et pendant un certain temps. Nous parlerons dans un instant de la procédure de modification lorsque nous examinerons les propositions de la majorité et des minorités I et II. Pour l'heure et au nom de la majorité, je vous propose de vous en tenir au taux de 7 pour cent.

Eisenring, Berichterstatter: In diesem Punkt zeigt sich die veränderte Wertung der wirtschaftspolitischen Situation im Blick auf die Ausgestaltung der Uebergangsordnung. In der Kommission lagen zwei Anträge – ein Antrag Letsch und ein Antrag Schmid – vor, von der Basis von 7 Prozent auszugehen, mit dem Vorbehalt, dass im Rahmen der Dauerordnung dann höchstens auf 8 Prozent gegangen werden kann, was wir bereits gestern beschlossen haben.

Die Kommission kam zur Auffassung, dass die 7 Prozent in diesem Sinn in der Verfassung zu verankern seien und damit die Uebergangsordnung sich belastungsmässig etwa in der Mitte zwischen den Vollerwartungen von 8 Prozent

und der bestehenden Ordnung gemäss Warenumsatzsteuer-gesetzgebung halten würde. Es stellte sich dann noch die Frage, ob dann die andern Positionen adjustiert werden müssten. Auf jeden Fall vertritt die Kommissionsmehrheit die Auffassung, man solle nun diese 7 Prozent in die Verfassung aufnehmen, um damit für die Uebergangszeit absolute Klarheit zu schaffen. Ich empfehle Ihnen, dem Antrag der Kommissionsmehrheit beizupflichten.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Il ne faut peut-être pas trop exagérer l'influence qu'un abattement de 1 pour cent de la TVA pourrait avoir sur la stimulation de la consommation. Toutefois, le Conseil fédéral a introduit, dans le dispositif qui nous est soumis, et dans l'esprit de l'article conjoncturel, une clause de flexibilité, c'est-à-dire le droit pour lui de réduire le taux de l'impôt de 8 à 7 pour cent, voire moins, si les circonstances économiques le justifient. J'ai annoncé à la commission que, si se précisaient les inquiétudes régnant à propos d'une récession, le Conseil fédéral ferait certainement usage de cette clause dès la première année d'application, dès 1980, et je le confirme aujourd'hui.

Votre commission est allée un peu plus loin; en misant sur la certitude d'une dépression, elle a inscrit le taux de 7 pour cent – respectivement 4 et 2 – dans ses dispositions transitoires. Je ferai les remarques suivantes: cette solution a peut-être pour la votation un certain avantage publicitaire, mais je crois qu'il ne faut pas l'exagérer. D'autre part, je considère qu'il est, pour des raisons de psychologie économique, encore trop tôt pour transformer l'inquiétude en certitude de récession. Nous devons encore conserver l'espoir. Ces raisons m'amènent à soutenir, au nom du Conseil fédéral, la proposition de minorité faite par M. Cantieni. Elle nous paraît plus franche. En même temps nous affirmons, comme M. Cantieni l'a dit tout à l'heure, notre volonté constante de réaliser dans le plus bref délai, dans la mesure où les circonstances économiques le permettront, l'équilibre du budget. Dès lors, nous soutenons cette proposition Cantieni en pensant bien entendu, mais ceci se corrigera dans le règlement des divergences, qu'il conviendrait alors d'ajuster également le taux moyen et le taux inférieur dans ces dispositions transitoires. Je le répète, le Conseil fédéral est prêt à faire usage de la flexibilité et à abaisser le taux à 7 pour cent, mais il ne nous paraît pas indiqué de l'inscrire même dans les dispositions transitoires.

Le président: La majorité propose 7 pour cent. La minorité et le Conseil fédéral 8 pour cent.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	93 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	49 Stimmen

Art. 9 Abs. 2 Bst. e letzter Satz

Antrag der Kommission

Mehrheit

Der Bundesrat kann diese Steuersätze herabsetzen oder von 2 auf 2,5 Prozent, von 4 auf 5 Prozent und von 7 auf 8 Prozent erhöhen. Er berücksichtigt dabei die finanziellen Bedürfnisse des Bundes und die Wirtschaftslage.

Minderheit I

(Letsch, Allgöwer, Auer, Eng, Fischer-Bern, Kaufmann, Richter, Rüegg, Thévoz)

Diese Steuersätze können herabgesetzt oder durch Bundesgesetz von 2 auf 2,5 Prozent, von 4 auf 5 Prozent und von 7 auf 8 Prozent erhöht werden. Dabei sind die finanziellen Bedürfnisse des Bundes und die Wirtschaftslage zu berücksichtigen.

Minderheit II

(Butty, Biel, Brosi, Cantieni, Eisenring, Grobet, Mugny, Riesen-Freiburg, Weber Leo, Welter)

Die Steuersätze können herabgesetzt oder durch einfachen Bundesbeschluss von 2 auf 2,5 Prozent, von 4 auf 5 Prozent und von 7 auf 8 Prozent erhöht werden. Dabei sind die finanziellen Bedürfnisse des Bundes und die Wirtschaftslage zu berücksichtigen.

Art. 9 al. 2 let. e dernière phrase

Proposition de la commission

Majorité

Le Conseil fédéral peut réduire ces taux ou les porter de 2 à 2,5 pour cent, de 4 à 5 pour cent et de 7 à 8 pour cent. Lors de sa décision il prend en considération les besoins financiers de la Confédération ainsi que la situation économique.

Minorité I

(Letsch, Allgöwer, Auer, Eng, Fischer-Berne, Kaufmann, Richter, Rüegg, Thévoz)

Ces taux d'imposition peuvent être diminués ou, par la législation fédérale, portés de 2 à 2,5 pour cent, de 4 à 5 pour cent et de 7 à 8 pour cent. Les besoins financiers de la Confédération ainsi que la situation économique doivent alors être pris en considération.

Minorité II

(Butty, Biel, Brosi, Cantieni, Eisenring, Grobet, Mugny, Riesen-Fribourg, Weber Leo, Welter)

Ces taux d'imposition peuvent être diminués ou, par un arrêté fédéral simple, portés de 2 à 2,5 pour cent, de 4 à 5 pour cent et de 7 à 8 pour cent. Les besoins financiers de la Confédération ainsi que la situation économique doivent alors être pris en considération.

M. Richter, rapporteur: Il s'agit, à cet alinéa, de préciser la procédure à suivre au moment où l'on va augmenter ces taux dans le cadre du taux maximal inscrit à l'article constitutionnel. Nous sommes en présence de trois points de vue: majorité, minorité I et minorité II.

La majorité, avec le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, estime que cette compétence doit être remise au Conseil fédéral. La minorité I, qui développera sans doute son argumentation tout à l'heure par la voix de M. Letsch, précise que c'est la législation fédérale qui fixera ces nouveaux taux. Cela peut par conséquent exiger une procédure assez longue devant le Parlement, qui permet cependant de sauvegarder le droit de référendum. La minorité II estime qu'un arrêté fédéral simple, non soumis au référendum suffit. On s'en remet donc à la compétence du Parlement. A laquelle de ces instances – Conseil fédéral, possibilité d'aller jusqu'au vote populaire ou s'arrêter au niveau du Parlement – allez-vous donner la préférence? Tel est le problème. M. Letsch développera le point de vue de la minorité I, M. Butty celui de la minorité II probablement. La majorité de la commission vous conseille de maintenir la décision du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Personnellement, nous nous étions rallié à la formule la plus «démocratique», celle de la minorité I.

Eisenring, Berichterstatteur: Im Rahmen der Uebergangsordnung soll durch diese Bestimmung dem Bundesrat die Möglichkeit einer flexiblen Anwendung der Steuersätze geboten werden; es wird über die beschlossenen Sätze hinaus dem Bundesrat die Kompetenz erteilt, die Ansätze herabzusetzen oder sie dann in einem bestimmten und hier aufgeführten Rahmen zu erhöhen, wobei auf die finanziellen Bedürfnisse des Bundes und auf die Wirtschaftslage Rücksicht zu nehmen sei. Die Aufführung «finanzielle Bedürfnisse und Wirtschaftslage» ist in diesem Zusammenhang gleichwertig zu beurteilen, d. h. die finanziellen Bedürfnisse haben das gleiche Gewicht wie die Würdigung der Wirtschaftslage.

Die Diskussion in der Kommission drehte sich um die Frage, ob zur Herabsetzung oder zur Erhöhung im gesetzten Rahmen der Bundesrat oder – gemäss Antrag Butty – die

Bundesversammlung oder die Bundesgesetzgebung mit Referendumsvorbehalt – das wäre der Antrag Letsch – zuständig sein soll. Es handelt sich hier nun um eine Frage der Führung. In der Kommission obsiegte die Meinung, dass der Bundesrat hierfür zuständig sein soll. Es handelt sich hier zudem ohnehin nur um die Uebergangsordnung. Wenn also im Rahmen der kommenden sechs Jahre – sofern die neue Finanzordnung überhaupt in Kraft tritt! – eine Erhöhung oder eventuell eine Herabsetzung erfolgen sollte, hätte hierüber der Bundesrat zu entscheiden und nicht, wie der Antrag Letsch verlangt, das Volk; man kann auch die Referendumsdemokratie überziehen.

Ich bitte Sie also zu beachten, dass es sich um eine zeitlich befristete und sachlich begrenzte Kompetenzerteilung handelt. Hier ist nun schon zu verantworten, wenn man vom Bundesrat überhaupt noch eine gewisse Führung erwartet, dass er in dieser Frage gewisse Kompetenzen erhält. Sie sind absehbar und eben auch in der zeitlichen Wirkung ganz genau festgelegt. Ich bitte Sie daher, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Letsch, Sprecher der Minderheit I: Wie die Kommissionsreferenten sagten, geht es hier um die Frage, ob gemäss Antrag der Mehrheit der Kommission der Bundesrat oder gemäss Antrag Minderheit II das Parlament in abschliessender Kompetenz eine Erhöhung der Mehrwertsteuersätze soll beschliessen können, oder eben, ob hierfür ein dem fakultativen Referendum unterstelltes Bundesgesetz nötig sei, wie wir es meinen. Die Minderheit I lässt sich vom Grundsatz leiten: *in dubio pro populo*. Im Zweifelsfall sollen also die Volksrechte mindestens gewahrt bleiben. Ich sage bewusst «gewahrt bleiben» und komme damit zum entscheidenden staatspolitischen Punkt der Begründung.

Es ist davon auszugehen, dass bis heute die Höchstsätze der wichtigsten Bundessteuern in der Verfassung verankert sind und nur durch obligatorische Abstimmungen mit Volks- und Ständemehr erhöht werden können. Flexibilitätsklauseln stiessen schon immer auf Skepsis und wurden nur selten akzeptiert. Wenn wir nun schon eine solche Flexibilitätsklausel einbauen, muss der Eindruck vermieden werden, die in den Uebergangsbestimmungen verankerten Höchstsätze seien eher ein Alibi, und Bundesrat oder Parlament würden dann doch sehr rasch den verfassungsmässigen Höchstsatz von 8 Prozent ausschöpfen. Mit dem wenigstens fakultativen Referendum – es geht ja nicht um ein obligatorisches, wie die Ausführungen von Herrn Eisenring den Eindruck hätten erwecken können – kann solchen Vermutungen wenigstens die Spitze gebrochen werden. Die Form des Bundesgesetzes bietet aber auch einen gewissen Schutz des Steuerzahlers vor allzu raschen neuen Belastungen. Es dürfte dem Parlament mehr Zurückhaltung auferlegen, als wenn es in letzter Instanz, ohne fakultatives Referendum, Steuererhöhungen beschliessen kann, und das erachten wir staats- und staatspolitisch als wichtig. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Minderheit I zuzustimmen.

M. Butty, porte-parole de la minorité II: Je défends ici la position de la minorité II qui voudrait donner au Parlement la compétence de pouvoir porter le taux de la TVA de 7 à 8 pour cent. Vous venez de décider, par un vote assez clair mais non massif, de maintenir le taux de la TVA à 7 pour cent. Pour ma part, je pense que cette décision est regrettable pour ceux qui veulent donner à l'Etat les moyens d'agir dans les conditions présentes, car elle n'assurera pas l'équilibre financier de notre Etat fédéral. Mais dans ces conditions, il faut être logique face aux décisions qui sont prises. Puisque vous avez décidé tout à l'heure de maintenir le taux de la TVA à 7 pour cent, nous pensons qu'en fait, il faudrait donner la compétence de passer de 7 à 8 pour cent – c'est-à-dire d'augmenter l'impôt –, au Parlement et non pas au Conseil fédéral.

Notre proposition est intermédiaire d'une part entre celle de M. Letsch – qu'il vient de défendre tout à l'heure – et

qui voudrait attribuer cette augmentation de 7 à 8 pour cent à la compétence du Parlement par une législation ordinaire, ce qui revient à la soumettre au référendum, d'autre part celle du Conseil fédéral et de la majorité de la commission qui veulent accorder cette compétence uniquement au gouvernement.

En effet, nous proposons que cette compétence soit donnée au Parlement mais par un arrêté simple, c'est-à-dire qui n'est pas soumis au référendum. A notre avis, l'avantage de cette procédure est double: d'une part, cette procédure permet une certaine rapidité de décision; le Parlement, par un arrêté simple, peut décider très rapidement de modifier le taux. D'autre part, nous pensons que, grâce à cette preuve de confiance envers le Parlement mais aussi envers les représentants du peuple, nous éviterions de donner l'impression, dans un vote populaire, que l'on peut manipuler ce taux au niveau gouvernemental. Ce n'est pas un acte de défiance à l'endroit du Conseil fédéral mais c'est pour éviter ce à quoi l'on assiste aujourd'hui.

Certainement, cela a déjà joué un rôle, mais surtout cela le jouera plus que jamais dans le vote du projet, sur le plan populaire, parce que les comparaisons se font avec l'étranger. Ainsi, dans les pays voisins, en France, en Allemagne, dernièrement encore au Danemark, l'on constate que, pour essayer de boucher des trous et d'assurer l'équilibre du budget, on manipule le taux, le faisant passer de 14 à 17, à 20, à 22 pour cent. En l'occurrence, si l'on donne cette compétence au gouvernement, le peuple aura l'impression que, pour le principe, l'on met en avant le taux de 7 pour cent mais qu'en définitive, c'est quand même le 8 pour cent qui sera fixé.

Or, à notre avis, vouloir procéder à cette augmentation de 7 à 8 pour cent représente une décision importante à prendre et elle doit l'être par les représentants du peuple, c'est-à-dire par le Parlement. Néanmoins, nous ne souhaitons pas que se produise ce que veut M. Letsch, c'est-à-dire un référendum, car cela serait par trop facile de recueillir des signatures pour le maintien du taux de 7 et non pas de 8 pour cent et d'aller ensuite, grâce au vote populaire, pratiquer une sorte de démagogie devant le peuple en demandant aux gens de se prononcer sur une augmentation d'impôt. L'on verrait alors les arguments qui pourraient bien être invoqués!

C'est pour cette raison que la solution intermédiaire – excusez-moi de le dire – «centriste» que nous proposons, nous paraît la plus juste. Au sein de la commission, le vote a été très serré puisque nous avons succombé par 11 voix contre 12. Cela signifie que de très nombreux membres de la commission étaient de notre avis. A ce propos, je voudrais faire remarquer à Monsieur le conseiller fédéral – lequel vient de me dire en passant qu'il sera obligé de me combattre – que dans la commission, il avait été, au début, de notre avis et que c'est par la suite qu'il a changé sa position pour en arriver à la conclusion qu'il valait mieux défendre la proposition de la majorité de la commission.

Je vous demande donc – en vous rappelant tous les apais que nous avons eus à la commission, les dix collègues qui ont voté avec nous –, de bien vouloir choisir la solution de la confiance au Parlement, de la responsabilité du Parlement, en prenant garde néanmoins dans cette affaire aussi importante, que notre peuple n'ait pas l'impression que, alors que vous venez de voter le taux de 7 pour cent, c'est en fait celui de 8 pour cent qui sera réalisé, du fait qu'il est uniquement attribué à la compétence de notre gouvernement.

Auer: Obwohl ich schon sieben Jahre dem Parlament angehöre, habe ich volles Vertrauen in den Bundesrat. Ich habe deshalb auch in der Augustsitzung der Finanzkommission dafür gestimmt, dass diese Kompetenz an den Bundesrat delegiert werden soll. Der damalige Beschluss, nur 7 Prozent Mehrwertsteuer zu beantragen, nachdem wir immerhin zuvor 8 Prozent als das absolute Minimum bezeichnet hatten, war doch eine gewisse Sensation. Als ich

dann von den enormen geistigen Höhen der Auseinandersetzung in der Finanzkommission zur berühmten «Basis» herabgestiegen bin, am anderen Tag in der Kantine, tönte es ganz anders: Da sagte man mir ganz offen: «Hör' mal, das ist einfach ein Trick von euch: jetzt sagt ihr 7 Prozent, und wenn wir das dann geschluckt haben, am anderen Tag, werdet ihr mit den 8 Prozent kommen!»

Von der Sache her wäre ich dafür, dass man die Kompetenz dem Bundesrat geben würde. Es sind nun rein abstimmungspolitische Überlegungen, die mich dazu bewegen, den Minderheitsantrag I zu unterstützen. Das Volk soll uns bei der Abstimmung nicht vorhalten können, es habe nachher zu einer Erhöhung auf 8 Prozent nichts mehr zu sagen. Mit dem Antrag I werden die Volksrechte am stärksten gewahrt.

Wenn wir im übrigen später – begründet – den Satz erhöhen, ist auch kein Referendum zu befürchten. Aber die Möglichkeit seiner Ergreifung dürfte sich positiv auf das Abstimmungsklima auswirken.

Stich: Nachdem die beiden Kommissionsreferenten bei je einer Minderheit sind, möchte ich doch auch zur Mehrheit ein Wort sagen.

Persönlich bedaure ich, dass man die beiden Abstimmungen über 7 und 8 Prozent und diese Diskussion über die Kompetenz nicht zusammengenommen hat, denn effektiv gehören sie zusammen. Bei der Mehrheit, die obsiegt hat mit 7 Prozent, gibt es natürlich unterschiedliche Beweggründe. Es gibt Leute, wie beispielsweise Herrn Letsch, die am liebsten überhaupt nichts hätten, aber für alle Fälle doch möglichst wenig, dann gibt es solche, die finden, dass 7 Prozent den Übergang zur Mehrwertsteuer erleichtern würden und dass man aus dem Grund auf 7 Prozent gehen sollte. Aber ich glaube doch, die grosse Mehrheit hat aus wirtschaftspolitischen Überlegungen für 7 Prozent votiert und ist im wesentlichen doch der Auffassung, dass bei normalen wirtschaftlichen Verhältnissen das Budget ausgeglichen werden sollte. Dazu sind aber nach heutiger Erkenntnis 8 Prozent nötig. Deshalb muss man hier ganz klar sagen, dass es sich um eine wirtschaftspolitische Ausnahmeentscheidung gehandelt hat.

Folgerichtig ist es konsequent, wenn nun in der Zukunft der Bundesrat die Möglichkeit hat, auf 8 Prozent zu gehen, wenn er findet, dass die wirtschaftliche Lage sich gebessert habe. Ich glaube, hier muss man dem Volk auch ganz klar sagen, dass eben die 7 Prozent nur aus wirtschaftspolitischen Erwägungen heraus beschlossen worden sind und aus keinem andern Grund. Unter dieser Voraussetzung ist die einzig richtige Instanz der Bundesrat. Wenn Sie einen Bundesbeschluss machen, oder gar ein Bundesgesetz, braucht das mindestens zwei Sessionen, wenn nicht noch mehr. Erinnern Sie sich bitte doch an den gestrigen Tag. Ist das ein so erhebendes Schauspiel gewesen, was Sie da geboten haben? Wegen einer Steuererhöhung möchten Sie das nächstmal gerade wieder eine solche Übung durchführen! Wenn wir davon ausgehen, dass sich die wirtschaftliche Lage wieder bessert, dann muss man doch auch berücksichtigen, dass es unter Umständen dringend notwendig ist, dass der Bundesrat eine solche Massnahme relativ rasch verfügen kann – besonders wenn wir jetzt mit Geldmengenausweitung oder -abschöpfung operieren. Denn in einem Aufschwung würde sich natürlich ein allzu grosses Defizit inflationär auswirken. Aus diesem Grund bitte ich Sie, trotz dem gestrigen Tag und der Haltung des Bundesrates in der Frage der Weinbauern, dem Bundesrat das Vertrauen zu belassen und ihm die Kompetenz zu geben, hier auf 8 Prozent zu gehen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je remercie M. Stich de la confiance qu'il témoigne à l'égard du Conseil fédéral; il l'a d'ailleurs aidé à rester très ferme dans la foi.

Le Conseil fédéral pourrait se rallier à la proposition visant à inscrire le taux de 7 pour cent dans les dispositions

transitoires si on lui laissait la possibilité de décider lui-même de le porter à 8 pour cent. Il n'est pas question, comme M. Butty paraissait le suggérer, que le Conseil fédéral se mette à manipuler les taux. Il est de toute manière tenu en laisse par le taux maximum de 8 pour cent qui sera inscrit dans la constitution. Je ne peux imaginer que le Conseil fédéral actuel ou ceux qui lui succéderont se mettent à sauter à pieds joints de leur propre initiative par-dessus les taux maxima inscrits dans la constitution. Vous ne devez donc avoir aucune inquiétude à ce sujet.

On me dira peut-être que l'opinion publique se méfierait. Je ne le crois pas; je crois qu'elle nous fait confiance. Comme M. Stich l'a dit tout à l'heure, nous devons pouvoir agir à temps et rapidement en cas de mutations économiques rapides, et elles sont souvent très rapides. Je prends l'exemple d'une poussée de surchauffe et d'inflation, où il s'avère utile d'agir dans les plus brefs délais pour freiner la consommation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais il peut se produire une fois ou l'autre et le Conseil fédéral doit pouvoir décider sans délai.

Si la solution préconisée par M. Butty est adoptée, elle mobilisera quand même l'appareil législatif et entraînera, de ce fait, un certain retard. Il ne sera pas trop considérable, je le veux bien, puisque M. Butty a pris soin d'écarter la possibilité du référendum. J'admets donc que la proposition de M. Butty – et c'est pourquoi je l'avais accueillie avec quelque bienveillance au moment de son éclosion – représente un moindre mal par rapport à celle de M. Letsch qui, elle, m'inquiète bien davantage. Cependant, M. Butty me permettra de lui faire remarquer qu'il existe une petite contradiction dans son attitude. En effet, après s'être déclaré d'accord, comme c'était sage, avec l'inscription dans la constitution du taux de 8 pour cent et avec la pleine compétence du Conseil fédéral de le ramener à 7 pour cent, il refuse à ce même Conseil fédéral le droit de porter de sa propre décision le taux de 7 à 8 pour cent. Il me l'expliquera en aparté et me convaincra peut-être, mais jusqu'ici, la contradiction subsiste.

En revanche, si je considère la proposition de M. Butty, tout en la combattant, comme un moindre mal, je dois vous mettre en garde contre la proposition de M. Letsch qui, elle, prévoit la procédure référendaire et qui bloquerait le taux de la TVA à 7 pour cent. Si la clause référendaire est appliquée, elle nous priverait de toute mobilité sur le plan conjoncturel et l'équilibre du budget serait sans doute renvoyé aux calendres grecques. Je vous demande donc avec insistance de rejeter cette proposition et, si possible, de vous rallier à celle de la majorité de la commission et du Conseil des Etats.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Minderheit I	68 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	89 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Minderheit II	89 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	69 Stimmen

Art. 9 Abs. 2 Bst. f und g

Antrag der Kommission

Bst. f

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Bst. g

... bezogen hat, so kann er 2 Prozent des Preises als Vorsteuer abziehen.

Art. 9 al. 2 let. f et g

Proposition de la commission

Let. f

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Let. g

... déduire 2 pour cent du prix à titre d'impôt préalable.

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 2 Bst. h

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Egli-Sursee, Eisenring, Fischer-Weinfeld, Fischer-Bern, Hofmann, Kaufmann, Richter, Weber Leo)

... in der Regel halbjährlich abgerechnet.

Art. 9 al. 2 let. h

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Egli-Sursee, Eisenring, Fischer-Weinfeld, Fischer-Berne, Hofmann, Kaufmann, Richter, Weber Leo)

... en règle générale, le semestre civil.

Egli-Sursee, Sprecher der Minderheit: Bundesrat und Ständerat schlagen Ihnen vor, die Abrechnung der Mehrwertsteuer vierteljährlich vorzunehmen. Die Minderheit beantragt Ihnen halbjährliche Abrechnung. Sie wissen, dass die Warenumsatzsteuer heute vierteljährlich abgerechnet wird. Als ich den Antrag eingereicht habe, ging ich davon aus, dass nun sehr zahlreiche neue Steuerpflichtige die Mehrwertsteuer abzurechnen und abzuliefern haben. In der Abstimmung im Juni 1977 wurde vor allem von gewerblichen Kreisen mit Recht darauf aufmerksam gemacht, dass für kleinere und mittlere Betriebe mit einer vierteljährlichen Abrechnung ein grosser Aufwand verbunden sei, vor allem auch deshalb, weil es sich dort weitgehend um Familienbetriebe handelt. Aus diesen Überlegungen unterbreitet Ihnen die Minderheit den Antrag, im Sinne einer administrativen Erleichterung zugunsten des Gewerbes, vor allem der neu der Steuerpflicht zu unterstellenden Unternehmen, nicht eine vierteljährliche, sondern eine halbjährliche Abrechnung vorzusehen. Sie erleichtern damit einerseits gewerblichen Betrieben das Abrechnungsverfahren. Sie können sich selber überlegen, dass viermaliges Hinsitzen während des Jahres mehr Aufwand mit sich bringt, als wenn nur zweimal abgerechnet werden muss. Andererseits liegt gerade für das Gewerbe ein Entgegenkommen darin, dass vorsteuerabzugsberechtigte Waren einige Zeit am Lager liegen und damit natürlich vom Gewerbe verzinst werden müssen. Aus diesen Überlegungen empfiehlt Ihnen die Minderheit Zustimmung zu einer halbjährlichen Abrechnung und Ablehnung des Antrages des Bundesrates und des Ständerates.

M. Richter, rapporteur: Je crois qu'il est intéressant de faire quelques comparaisons. On veut en Suisse une TVA administrativement simplifiée. Que se fait-il à l'étranger où c'est compliqué? A l'étranger, en général, le décompte mensuel est de règle. En son temps, la commission technique de la TVA, qui était chargée d'examiner les modalités d'application de la TVA, avait proposé un décompte de deux ou trois mois. Le Conseil fédéral a retenu pour la période de décompte de l'impôt le trimestre civil. L'impôt sur le chiffre d'affaires connaît, il est vrai, depuis trente-sept ans, la solution du décompte trimestriel, telle qu'elle est prévue par le Conseil fédéral pour la TVA pour la généralité des cas et telle que le Conseil des Etats l'a adoptée.

La minorité de la commission part de l'idée qu'en règle générale le semestre civil est possible. Il simplifierait en

core la procédure et cette mesure administrative simplifiée devrait permettre un allègement supplémentaire à ce qu'on redoute au niveau de la paperasserie. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes associés à la minorité dont le choix vous est recommandé.

Eisenring, Berichterstatter: Persönlich gehöre ich zwar der Minderheit an. Aber es gibt doch erwähnenswerte Gründe, die für den Antrag der Mehrheit sprechen. Ich habe hier die Mehrheit zu vertreten.

Ich möchte darauf hinweisen, dass dieser Antrag in der Kommission mit 10 zu 7 abgelehnt worden ist. Wir haben hier von der Praxis her sicher an die Regelung, wie sie bei der Warenumsatzsteuer besteht, anzuknüpfen. Es liegt eine immerhin 37jährige Erfahrung vor.

Die bisherige Regelung hat sich eingespielt, sie hat sich auch bewährt. Auf jeden Fall sind ernsthafte Klagen bisher nicht aufgetreten. Die nötigen Aufzeichnungen müssen ja seitens des Steuerpflichtigen ohnehin laufend vorgenommen werden; ob dann die vierteljährliche Abrechnung mit viel mehr Arbeit verbunden ist – sofern die Buchhaltung richtig geführt wird – oder nicht, kann dahingestellt bleiben. Vergleichsweise muss man sagen, dass im Ausland zum Teil sogar die monatliche und zweimonatliche Abrechnung eingefordert wird; die Fristen sind also kürzer als bei uns. Im Ständerat hat Herr Heimann die vierteljährliche Abrechnung sogar als Regelfall verlangt.

Die Argumente dafür liegen nicht fern: Bei den AHV-Abrechnungen, wo eine andere Regelung vereinbart ist, hat eine Art Schlendrian eingerissen, gelegentlich kommen Abrechnungen viel zu spät oder überhaupt nicht mehr, bis der Konkurs im Hause steht und das Geld bereits ganz weg ist. Eine solche Entwicklung muss natürlich vermieden werden. Der Chef des Finanzdepartements hat sodann erklärt, dass die vierteljährliche Abrechnung die Regel sein soll, bei kleinen und kleinsten Abrechnungspflichtigen könnte man aber etwas Toleranz walten lassen. Die Lösung mit der vierteljährlichen Abrechnung scheint damit alles in allem genommen und unter Berücksichtigung der guten Erfahrungen, die man mit der Warenumsatzsteuerabrechnung gemacht hat, vertretbar zu sein.

Nicht weiter erörtert wurde in diesem Zusammenhang allerdings eine Frage, die für den Bundeshaushalt von praktischer Bedeutung ist, nämlich die Frage: Mehrwertsteuer und Liquidität des Bundeshaushaltes? Die meisten sind der Auffassung, dass bei einer vierteljährlichen bzw. halbjährlichen Abrechnung die Liquidität vorerst beim Steuerpflichtigen bleibt und sie erst später beim Bund anfällt. Diese Frage kann jedoch auf dem Wege der Gesetzgebung geregelt werden. Sowohl im Rahmen der vierteljährlichen wie der halbjährlichen Abrechnung könnten auch Anzahlungen geleistet werden im Umfang des zu erwartenden Geschäftsvolumens, das sich aus der Erfahrung festlegen liesse.

Ich möchte Ihnen, alles in allem gesehen und in Würdigung der Erfahrungen bei der Warenumsatzsteuer, beliebt machen, die vierteljährliche Abrechnung zu beschliessen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je pense que dans la pratique de l'immense majorité des entreprises, les décomptes se font mensuellement et que les données sont disponibles mensuellement. Un décompte semestriel ne faciliterait en rien la comptabilité des entreprises; il compliquerait plutôt, à mon avis, les relations avec l'administration fiscale à la suite des reports à trois, quatre, cinq mois en arrière qu'il faudrait faire pour les vérifications. Dès lors, je considère que le trimestre est la bonne durée. Le retard dans la perception de l'impôt, avec le système semestriel, est sans doute d'une conséquence financière limitée mais il y aurait tout de même une certaine perte pour la Confédération. Au Conseil des Etats, l'un des députés avait proposé de prendre le trimestre comme une règle absolue et inflexible. Nous avons répondu qu'il était indiqué de maintenir le trimestre en principe, mais d'admettre quelques exceptions, en moins ou en plus, si les

conditions le légitimaient absolument, soit dans l'établissement du décompte, soit dans son règlement. Je vous propose de vous en tenir au texte adopté par le Conseil des Etats et préconisé par la majorité de votre commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	57 Stimmen

Art. 9 Abs. 2 Bst. I

Antrag der Kommission

Ziff. 1 und 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 3 (neu)

Minderheit

(Hofmann, Brosi, Egli-Sursee, Fischer-Weinfelden, Fischer-Bern, Hubacher, Thévoz)

3. anordnen, dass den Steuerpflichtigen für die Erfüllung ihrer Obliegenheiten eine Entschädigung ausgerichtet wird.

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Art. 9 al. 2 let. I

Proposition de la commission

Ch. 1 et 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 3 (nouveau)

Minorité

(Hofmann, Brosi, Egli-Sursee, Fischer-Weinfelden, Fischer-Berne, Hubacher, Thévoz)

3. Ordonner de bonifier une indemnité aux contribuables en contrepartie de leurs obligations.

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Hofmann, Sprecher der Minderheit: Die Minderheit stellt den Antrag, dass der Bundesrat anordnen kann, den Steuerpflichtigen sei für die Erfüllung ihrer Obliegenheiten eine Entschädigung auszurichten. Damit wird eine Forderung erneut aufgegriffen, die vom Gewerbe anlässlich der letzten Volksabstimmung über die Mehrwertsteuer immer wieder geltend gemacht wurde.

Mit der Einführung der Mehrwertsteuer werden Zehntausende von Betrieben neu der diesbezüglichen Abrechnungspflicht unterstellt. Es ist unbestreitbar, dass diese Betriebe eine administrative Mehrarbeit auf sich nehmen müssen. Diese Mehrarbeit bewirkt bei vielen gewerblichen Betrieben eine Unlust, einen Widerstand oder sogar ein Nein gegen die Einführung der Mehrwertsteuer. Dieser Opposition könnte besser entgegengetreten werden, ja sie wäre zum Teil zu beseitigen, wenn für diese Mehrwertsteuerarbeit eine gewisse Entschädigung gewährt werden könnte; eine Entschädigung wäre also sicher dazu dienlich, dem Gewerbe eine Zustimmung zur Mehrwertsteuervorlage zu erleichtern. Die Kommissionsminderheit hat bewusst keine Ansätze für die Höhe dieser Entschädigung im Gesetzestext fixiert. Wir möchten diese Ansätze dem Bundesrat und der Verwaltung überlassen. Es ist eine sehr einfache Durchführung denkbar. Die Entschädigung könnte in einem Prozentsatz des Steuerbetrages, der von den einzelnen Betrieben abgeliefert wird, festgesetzt werden, wobei zu bestimmen wäre, dass die Entschädigung höchstens einen bestimmten absoluten Betrag erreichen und nicht überschreiten könnte. Der dadurch entstehende Steuerausfall kann im Verhältnis zum Mehrertrag, den die Mehrwertsteuer bringen wird, als minim, als nicht relevant

betrachtet werden. Wir sind uns bewusst, dass Bundesrat und Verwaltung gegen eine solche Entschädigung sind, angeblich aus Präjudizgründen. Wir haben aber die Mehrwertsteuervorlage, selbst wenn sie im Rate Zustimmung finden wird, in der Volksabstimmung noch nicht durchgebracht. Die Opposition in gewerblichen Kreisen gegen die Einführung dieser Steuer ist zum Teil immer noch vorhanden und sollte nicht unterschätzt werden. Wir haben deshalb diesen Antrag auch aus referendumpolitischen Gründen gestellt.

Wir sind allen dankbar, die dem Minderheitsantrag zustimmen werden, denn er soll dazu dienen, die Vorlage in der Volksabstimmung, namentlich in gewerblichen Kreisen, besser durchbringen zu können. Man sollte nicht denken, das Gewerbe sei ohnehin gegen die Mehrwertsteuer. Die Meinungen sind dort gespalten, zum Teil schwankend. Was wir in verantwortbarem Rahmen tun können, um eine vermehrte Zustimmung zu erreichen, sollten wir nicht unterlassen. Wir bitten Sie also, dem Antrag der Kommission minderheit zuzustimmen, um der Vorlage in der Volksabstimmung besser zum Durchbruch zu verhelfen.

M. Richter, rapporteur: La commission a rejeté la proposition de M. Hofmann par 11 voix contre 7. Je pense qu'il faut vous rendre compte que si vous accordez une indemnité pour des frais administratifs, ici en matière de TVA, pourquoi ne devriez-vous pas, demain, en accorder d'autres pour les frais administratifs qu'ont les entreprises et les individus du fait qu'ils doivent remplir leurs déclarations d'impôt, aussi bien pour le revenu, la fortune, les droits de timbre, l'impôt anticipé, que pour l'impôt sur la bière ou sur le tabac? Il faudrait alors compenser les pertes de recettes afférentes à ces indemnités en percevant de nouveau des impôts plus élevés. C'est un cercle vicieux. On ne l'a jamais fait jusqu'ici, pourquoi donc commencer?

D'autre part, comment faudrait-il fixer le montant de cette indemnité? Je crois que M. Hofmann n'a pas précisé ses intentions dans ce domaine. Enfin je vous rends attentifs au fait que le code des obligations oblige déjà la plupart des entreprises, y compris celles qui ne sont pas assujetties à la TVA, à tenir une comptabilité ordonnée et régulière; or, une comptabilité bien tenue permet, en règle générale, d'établir un décompte TVA sans frais exagérés. C'est pourquoi nous sommes de ceux qui estiment, avec la majorité, que cette proposition doit être rejetée.

Eisenring, Berichterstatter: Ich verweise auf die Botschaft des Bundesrates von 1978. Darin hat er bekanntlich solche Ueberlegungen bereits zurückgewiesen. Die Mehrwertsteuer ist schliesslich eine Steuer, die vom Unternehmer geschuldet wird, sie ist nicht die Steuer zulasten eines andern, deren Inkasso er besorgen würde. Man muss von dieser Aufgabenteilung ausgehen. Zu Recht hat Herr Hofmann selber darauf hingewiesen, dass natürlich die Frage von Anschlussbegehren für das Ausfüllen von Steuerformularen oder die Einreichung von Abrechnungen für die Einkommens- und Vermögenssteuer besteht. Die Banken reklamieren schon lange, dass sie die Verrechnungssteuer gratis einziehen und weiterleiten müssen, verbunden mit sehr vielen Umtrieben. Noch ärger ist es bei der Stempelsteuer. Den gleichen Fall haben wir bei der Tabaksteuer usw.

Ich muss nun allerdings eingestehen, dass wir im landwirtschaftlichen Sektor – darum ist es augenfällig, dass Herr Hofmann für diese Entschädigung eintritt – beispielsweise zur Verbesserung der Milchrechnung die sogenannte Rahmabgabe kennen. Die Rahmabgabe wird dem Konsum belastet und dient der Verbesserung der Milchrechnung. Aber die landwirtschaftlichen Verbände, die diese Rahmabgabe einziehen, erhalten dafür eine Entschädigung. Ich weiss nicht, ob Herr Hofmann in schlauer Ueberlegung dieses «Rahmprinzip» auf die Mehrwertsteuer anwenden möchte! Diese Frage wäre noch näher zu prüfen. Die Rahmabgabe ist mir schon längst ein Dorn im Auge.

Ich möchte Sie also bitten, aus Präjudizgründen den Antrag der Minderheit abzulehnen. Wir sind ein Milizstaat, und da hat in Gottes Namen die Wirtschaft gewisse Funktionen für den Staat zu übernehmen, die zwar mit Umtrieben verbunden sind, die andererseits allerdings ihre Honorierung darin finden sollten, dass man generell mit der Fiskalpolitik nicht zu weit geht.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Comme on vous l'a dit, le code des obligations et déjà le souci d'une bonne tenue de ses affaires, astreignent la plupart des entreprises, y compris celles qui ne sont pas assujetties à la TVA, à tenir une comptabilité ordonnée et régulière, ce qui, en règle générale, doit permettre d'établir un décompte sans frais exagérés.

En outre, si l'on voulait indemniser, sur quelle base faudrait-il le faire? Le chiffre d'affaires? Il n'est pas une indication suffisante. Ainsi, dans certains styles d'entreprises ou de commerces qui ont un chiffre d'affaires considérable, l'opération de décompte est extrêmement facile. Au contraire, il peut y avoir de petites entreprises avec des relations commerciales très diverses qui, elles, auront un effort supplémentaire à accomplir alors même que leur chiffre d'affaires global est peu élevé. Ce sont déjà quelques raisons. D'autre part, M. Richter, tout à l'heure, a signalé que, pour la totalité de notre système fiscal, il y avait des contribuables obligés de remplir des fiches, vous-mêmes vous remplissez vos fiches d'impôts, chaque année ou tous les deux ans, suivant les cantons – moment certes pas des plus agréables dans un ménage! Or, on le fait et l'on ne demande pas une indemnité pour autant! De plus, il faut aussi relever à ce propos que les gens de l'ICHA, depuis plus de trente ans, remplissent ces décomptes sans indemnité. En définitive, je crois qu'il ne faut pas introduire un élément nouveau dans l'ensemble de notre système fiscal et qu'il ne faut pas créer un précédent. C'est pourquoi je vous propose de repousser la proposition de minorité et de voter avec la majorité de votre commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	103 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	34 Stimmen

Art. 9 Abs. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Letsch, Auer, Eisenring, Fischer-Bern, Rüegg, Thévoz)

Einleitungssatz

... zur neuen Umsatzsteuer. Er sorgt dafür, dass diese nicht in den Landesindex der Konsumentenpreise eingeht; ferner kann er ...

Art. 9 al. 3

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Letsch, Auer, Eisenring, Fischer-Berne, Rüegg, Thévoz)

Phrase introductive

... au nouveau régime. Il veille à ce que le nouvel impôt n'influence pas l'indice national des prix à la consommation; il peut aussi...

Letsch, Sprecher der Minderheit: Zunächst ein Wort zur heutigen Praxis. Nach dieser gehen Preiserhöhungen in den Index der Konsumentenpreise ein, und zwar unbekümmert darum, ob das betreffende Gut aufgrund irgendwelcher Marktkräfte teurer wird oder ob der Staat für die

Erhebung einer Zwangsabgabe (genannt Steuer) zufällig den Warenpreis als Bemessungsgrundlage wählt. Weil heute unsere Warenumsatzsteuer nicht mehr wie früher offen überwältigt, d. h. separat ausgewiesen wird, sondern mit dem Preis der Ware verschmilzt und als solche nicht mehr erkennbar ist, täuscht sie dann auch eine Teuerung vor. Diese ihrerseits löst Lohnbegehren aus, so dass über die weitgehend an den Index gebundenen Lohn- oder Rentenerhöhungen die als Entgelt für staatliche Leistungen gedachte Steuer dem Nutzniesser dieser Leistungen wieder zurückerstattet wird. Dieser Mechanismus ist aus zwei Gründen problematisch, wobei ich lieber ein härteres Wort brauchen würde, aber ich pflege mich zurückhaltend auszudrücken.

Erstens ist festzustellen, dass Verbrauchssteuern, ökonomisch betrachtet, mit dem Preis der Ware überhaupt nichts zu tun haben, sondern gleich wie Einkommenssteuern eben das Entgelt für staatliche Leistungen darstellen. Der Preis der Ware ist nichts anderes als die Bemessungsgrundlage. Richtigerweise müsste die Steuer, wie das in der Einführungsphase der Warenumsatzsteuer der Fall war, separat ausgewiesen werden. Nur so würde sichtbar, wie sich der echte Preis der Ware bewegt und welches der von den Preisbewegungen unabhängige Steuerbetrag ist. Die Verschmelzung von Preis und Steuer ist volkswirtschaftlich ein Unsinn von monumentalem Ausmass – wie sich die «Neue Zürcher Zeitung» einmal ausgedrückt hat –, und ich würde hinzufügen: ein Irrtum, dem leider auch der Bundesrat auf Antrag der Mehrheit der Sozialstatistischen Kommission bisher erlegen ist. Deren Argumentation, wonach der Index, wenn er ein echter Preisindex sein soll, das gesamte Preisniveau widerspiegeln müsse, ist rein technischer Art und verkennt – um es zu wiederholen –, dass Warenpreis und Steuer, ökonomisch betrachtet, überhaupt nichts miteinander zu tun haben.

Zweitens besteht nun eine volkswirtschaftlich und finanzpolitisch schwerwiegende, sozialpolitisch aber offenbar erwünschte und gewollte Konsequenz dieser Regelung darin, dass die Erhöhung von Verbrauchssteuern über den Indexmechanismus die Lohn-Preis-Spirale auslöst und damit inflationsfördernd wirken kann. Die als so unsozial verschrienen Verbrauchssteuern – wobei ein prominenter Genosse von Herrn Gerwig, nämlich Herr Bundeskanzler Schmidt diesbezüglich eine ganz andere Auffassung hat –, werden also selbst dann dem Konsumenten teilweise wieder zurückerstattet, wenn sie vorerst überwältigt werden können, eben auf die Preise durchschlagen. Da nun aber Verbrauchssteuern nach dem Willen des Gesetzgebers vom Konsumenten auch wirklich getragen werden sollten und zudem im politischen Alltag – das werden wir jetzt dann gleich erleben – als Gegengewicht ja regelmässig Entlastungen bei der direkten Steuer gefordert und durchgesetzt werden, erscheint eine Korrektur der heutigen Praxis nicht bloss als volkswirtschaftlich zwingend, sondern auch als politisch redlich.

Nun noch ein Wort zu zwei Einwänden gegen eine Korrektur der heutigen Praxis. Vor allem werden technische Schwierigkeiten ins Feld geführt; diese sind gesucht. Ganz abgesehen davon, dass andere Länder (z. B. Schweden) bereits einen von indirekten Steuern bereinigten Lohnanpassungsindex kennen, sprechen sowohl die von der Verwaltung doch immer wieder unterbreiteten Berechnungen über die Auswirkung von Steuererhöhungen auf den Lebenskostenindex als auch die früher gekannte separate Anschreibepflicht für Warenpreise einerseits und Steuer andererseits gegen die These der technischen Undurchführbarkeit. Die Gegner einer Aenderung haben denn auch im Grunde genommen ein anderes Motiv; es ist die betont konsumentenfreundliche, vermeintlich soziale, heutige Praxis. Ich respektiere dieses Argument vollauf. Doch sei abschliessend die Frage erlaubt, ob ein ökonomischer Irrtum, wie es die Berücksichtigung indirekter Steuern im Lebenskostenindex ist, auf die Dauer überhaupt sozial sein kann oder ob wir nicht Grund hätten, einen solchen

Irrtum gerade auch aus längerfristigen sozialpolitischen Überlegungen endlich zu korrigieren. Nachdem verschiedene Versuche, den Bundesrat durch parlamentarische Vorstösse zu einer Aenderung der heutigen Praxis zu bewegen, nichts eingebracht haben, bitte ich Sie, diese Korrektur auf dem Weg der Gesetzgebung vorzunehmen und dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Hubacher: Ich möchte Sie bitten, dem Antrag der Kommissionmehrheit zuzustimmen. Herr Letsch hat soeben erklärt, ein ökonomischer Irrtum könne langfristig kaum sozial sein. Ich möchte sagen, er will offenbar einen sogenannten ökonomischen Irrtum durch einen politischen Irrtum ersetzen. Wir gehen davon aus, dass jetzt der Systemwechsel von der Warenumsatzsteuer zur Mehrwertsteuer richtig ist und dass dabei von der bisherigen Praxis der Indexierung nicht abgewichen werden sollte und auch die Mehrwertsteuer indexiert bleiben soll. Wenn Sie politisch der Vorlage zusätzliche Schwierigkeiten bereiten und den Systemwechsel überhaupt verunmöglichen wollen, dann müssen Sie jetzt dazu noch diese erschwerte Auflage und Bedingung anhängen, dass mit dem Systemwechsel vom Konsumenten nicht nur der höhere Preis bezahlt werden müsste – denn jemand muss das ja bezahlen –, sondern dass dieser noch zusätzlich auf die bisherige Indexierung verzichten müsste. Ich meine, das wäre eine derartige Belastung, dass dies ein politischer Irrtum wäre und die Vorlage wahrscheinlich endgültig keine Erfolgchancen hätte. Ich bitte Sie also, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Eggli-Winterthur: Wir haben uns gern längere Zeit unterhalten über referendumpolitische Gründe, warum die Weinbauern, die selber keltern, entlastet werden müssen. Wenn Sie nun wollen, dass diese Vorlage ganz sicher stirbt, müssen Sie den Rentnern und Arbeitnehmern zumuten, dass sie wegen der Einführung der Mehrwertsteuer einen Reallohnverlust von 2 Prozent in Kauf nehmen müssen, wie dies der Antrag von Herrn Letsch beabsichtigt. Ich möchte ganz klar und deutlich sagen, dass man ehrlich sein und sagen soll: Die AHV-Rentner und die Arbeitnehmer – und damit auch die Konsumenten – sollen entsprechend ihr Einkommen schmälern. Dazu kommt noch weiter: Aus wirtschaftspolitischen Gründen haben wir beschlossen, die Mehrwertsteuer vorübergehend auf 7 Prozent festzusetzen. Wenn Sie aber gleichzeitig wiederum aus Indexgründen den Arbeitnehmern zumuten, nun einen Reallohnverlust von 2 Prozent in Kauf zu nehmen, bedeutet das gar nichts anderes, als dass Sie das Gegenteil machen von dem, was Sie mit den 7 Prozent erreichen wollen, denn Sie schmälern die Konsumkraft. Und damit leidet auch der Handel und die Betriebe, die diese Produkte herstellen. Das muss jedermann klar sein. Wenn wir also wirtschaftspolitisch und auch referendumpolitisch richtig entscheiden wollen, müssen wir den Antrag Letsch ablehnen.

M. Richter, rapporteur: En principe, je vous rappelle que l'indice des prix à la consommation, tel qu'il est pratiqué maintenant, se rapporte à l'ensemble des sommes d'argent qu'il faut dépenser à l'achat des biens pris en considération.

La proposition de M. Letsch veut en fait éviter que la TVA n'entraîne une hausse du coût de la vie. C'est ainsi un moyen de freiner une des répercussions légèrement inflationnistes qu'aura forcément l'introduction de la TVA puisqu'elle se situe au niveau de la consommation.

La majorité de la commission, à l'encontre de M. Letsch, estime que la TVA influencera forcément l'indice des prix et qu'il n'y a pas lieu en l'espace de le modifier. La commission a rejeté la proposition de minorité par 11 voix contre 6. Nous vous invitons à la suivre.

Eisenring, Berichterstatter: Wir haben zu entscheiden zwischen dem sozialstatistischen und dem einkommenspoliti-

schen Element, die hier zur Diskussion stehen. Der Bundesrat hat sich bereits einmal im Zusammenhang mit einer Einfachen Anfrage von Herrn Letsch im Jahre 1977 mit dieser Frage befasst und damals eine Auffassung vertreten, die der statistischen Zielsetzung Folge gibt, nämlich dass der Landesindex eben alle Geldbeträge, die in Konsum umgesetzt werden, zu enthalten habe. In diesem Sinne sind natürlich die Steuern in diesem Konsumentenpreisindex zu berücksichtigen.

Die andere Frage liegt bei der einkommenspolitischen Bedeutung: Hier kann man nun mit guten Gründen die Auffassung vertreten, dass die Umsetzung der statistischen Erhebungen in die Einkommenspolitik Sache der Sozialpartner sei. Wenn die Sozialpartner sich darauf verständigen, dass der Index als Basis für die Lohnverhandlungen zur Anwendung gelangt, und zwar integral, so ist das nicht eine Frage der statistischen Erhebung, sondern der sozialpartnerschaftlichen Auseinandersetzung und Verständigung. Es würde nichts entgegen stehen, wenn man – wie in Schweden, Norwegen usw. – einmal einen eigentlichen Lohnindex einführen würde. Dann würde sich aus der Gegenüberstellung des Lohnindex auf der einen Seite und des Lebenskostenindex auf der anderen Seite das Gefälle ergeben, worauf angespielt wird.

Nun möchte ich aber in Würdigung der Diskussion von gestern – wenn der Mehrheit zugestimmt werden sollte, was der Fall sein dürfte und was ich Ihnen beantrage – insofern um eine Versachlichung der Diskussion bitten, als nämlich die wiederholte Behauptung, dass die Schaffung der Mehrwertsteuer die Konsumenten belastet, eben nicht richtig ist, weil über die Statistik des Konsumentenpreisindex die Auswirkungen der Mehrwertsteuer – unter gleichzeitiger Abschaffung der Warenumsatzsteuer – wieder in den Index einfließen. Und wenn die Sozialpartner dann eben beschließen, dass sie den Konsumentenpreisindex als Basis von Lohnverhandlungen übernehmen, so wird natürlich über die Lohnpolitik, die sich nach dem Konsumentenpreisindex orientiert, die Auswirkung der Mehrwertsteuer gewissermassen wieder abgegolten. Dieser Konsequenz muss man dann ehrlicherweise – wenn man dieser Indexlösung und dem Konzept der Indexlösung zustimmt und den Minderheitsantrag ablehnt –, Rechnung tragen. Ich glaube, es wäre ein Beitrag zur unerlässlichen Versachlichung der Diskussion. Die Wahrung der Verbraucherinteressen unter Zugrundelegung des Lebenskostenindex in Lohnverhandlungen ist ein Mechanismus, der sich vorerst einmal eingespielt hat. Der Stellenwert der Mehrwertsteuern – bezogen auf den einzelnen Haushalt – wird wesentlich herabgemindert oder gar überhaupt ausgeschaltet.

Ich bitte Sie, in diesem Sinne der Mehrheit zuzustimmen. In der Diskussion – hinsichtlich der Wirkungen der Mehrwertsteuer auf den Konsum und die Einkommensverhältnisse und die Einkommensverwendung – sollte künftig aber Rechnung getragen werden.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je donne acte à M. Letsch des réflexions économiques intéressantes qu'il vient de nous dispenser. Si l'influence des majorations ou des manipulations, de manière générale de la fiscalité, de la consommation, des prestations et des investissements, était en quelque sorte automatique sur les prix, on pourrait à la rigueur suivre sa thèse. Mais l'influence est extrêmement variable, variable dans la masse en quantité, dans l'étalement de la durée, et les expériences faites auraient tendance à nous dire qu'en période et forte inflation, une majoration de l'impôt de consommation accentue encore cette inflation d'une manière parfois disproportionnée, plus importante que l'augmentation fiscale. L'expérience en a été faite dans les pays du nord ou en Autriche. Mais nous avons assisté à un autre phénomène, en 1976 chez nous, qui a abouti à un résultat exactement contraire: en 1976, nous avons appliqué l'augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires de 26 ou de 27 pour cent, donc très substantielle, que le peuple avait voté une an-

née auparavant, et cette forte augmentation sur le chiffre d'affaires a coïncidé avec le retour à la stabilité des prix, une augmentation des prix en l'année 1976 de 1,8 pour cent par rapport à l'année précédente, alors que les années précédentes avaient enregistré des hausses de 7, 8, je crois même qu'on avait atteint 10 pour cent par année. Je n'en tire pas pour conclusion économique – ce serait bien impertinent de ma part – que l'augmentation de l'ICHA de 27 pour cent a provoqué la stabilisation des prix, ce serait pousser mon raisonnement à l'absurde et je ne veux pas le faire, mais ça nous démontre au moins que l'influence d'une majoration de l'impôt de consommation n'est pas du tout automatique sur l'indice des prix.

Ensuite, s'il s'agissait de toucher à cet indice, comme le suggère pratiquement M. Letsch, en bonne ordonnance juridique, ce n'est pas à un arrêté constitutionnel de portée fiscale de s'introduire ou d'introduire dans son dispositif un élément dont la portée économique, sociale et politique est considérable. Vous savez qu'à défaut d'une instance scientifique – qu'est-ce que la science économique d'ailleurs – ou en tout cas d'une instance neutre, ce sont les partenaires sociaux actuellement qui jouent le grand rôle dans la définition des normes de l'indice et la modification du système serait, comme on l'a relevé tout à l'heure, politiquement difficile.

J'ajoute encore que la petite phrase de M. Letsch pourrait pousser indirectement à l'instauration d'un contrôle des prix dont il ne veut sans doute pas, mais il sait – et vous le savez aussi – que nous avons prévu, dans l'article dont nous discutons maintenant, la possibilité d'une surveillance et d'affichage des prix pour une durée limitée pendant la période d'institution de la taxe sur la valeur ajoutée.

En 1976, Monsieur Letsch, vous avez déjà, par une petite question, posé le problème. Nous avons dû, pour les raisons que je viens d'exposer, vous répondre négativement. Nous ne faisons pas autre chose maintenant et nous vous demandons de voter avec la majorité et de repousser la proposition de la minorité.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	103 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	43 Stimmen

Art. 9 Abs. 4

Antrag der Kommission

Bst. a und b

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Bst. c (neu)

Der Zollzuschlag auf Brauherstoffen und Bier wird aufgehoben.

Bst. d (neu)

Minderheit

(Biel, Allgöwer)

Der Bundesratsbeschluss über Preiszuschläge auf Speiseölen und Speisefetten vom 24. August 1977 wird wie folgt geändert: Die Preiszuschläge werden um 30 Franken auf 75 Franken je 100 Kilo brutto Basis Raffinat ermässigt.

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Art. 9 al. 4

Proposition de la commission

Let. a et b

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Let. c (nouveau)

Les droits de douane supplémentaires sur les matières premières pour la brasserie et sur la bière sont abrogés;

Let. d (nouveau)

Minorité

(Biel, Allgöwer)

L'arrêté du Conseil fédéral du 24 août 1977 relatif aux suppléments de prix sur les huiles et graisses comestibles est modifié comme il suit: le supplément de prix du produit de base raffiné est réduit de 30 francs et se monte à 75 francs par 100 kilos.

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Biel, Sprecher der Minderheit: Man kann fast schon sagen, dass ich zu einem Lieblingsthema spreche. Aber ich habe ja schliesslich diese Geschichte nicht erfunden. Solange sie im Raume steht, werde ich gegen diese Sondersteuer antreten.

Erinnern Sie sich, wie wir 1977 unter dem Titel «Finanzmassnahmen 1977» zusätzliche Einnahmen beschafft haben und Ausgaben beschnitten haben? Unter dem Titel «Finanzmassnahmen» sind also die Preiszuschläge auf pflanzlichen Ölen und Fetten massiv erhöht worden. Nun schreibt ja das Landwirtschaftsgesetz Artikel 26 Absatz 1 Litera b eindeutig vor: «Die Ertragnisse dieser Abgaben sind zur Senkung der Preise von Milchprodukten und einheimischen Speisefetten und zur Förderung ihres Absatzes zu verwenden.» Eine eindeutige Gesetzesvorschrift ist kalt, von diesem Parlament sanktioniert, verletzt worden, indem das Gegenteil gemacht worden ist. Man hat ja gleichzeitig auch noch Milchprodukte verteuert und nicht etwa verbilligt und diese Einnahmen sind schön in den Topf der Bundeskasse geflossen. Man hat sich kalt darüber weggesetzt.

Nun haben wir jetzt eine neue Konsumsteuer mit der Mehrwertsteuer eingeführt. Im Zusammenhang mit dieser Mehrwertsteuer werden mit dem gleichen Bundesbeschluss verschiedene Korrekturen vorgenommen, beispielsweise bei der Behandlung des Biers. Nachdem man nun beim Bier Modifikationen vornimmt, nämlich relativ, im Vergleich zu den andern Gütern, die Belastung des Biers senkt, sehe ich nicht ein, warum man nicht gleichzeitig bei einem lebensnotwendigen Nahrungsmittel das gleiche tut und diese Korrektur wieder vornimmt, nachdem ja jetzt der Bund in Form einer Mehrwertsteuer über die nötige Steuereinnahme verfügt. Ich glaube, man könnte das um so eher tun, als schliesslich doch Öl und Fett zweifellos für die Mehrheit ein lebensnotwendiges Grundnahrungsmittel sind, was ich beim Bier nicht unbedingt für die Mehrheit der Bevölkerung behaupten möchte, auch wenn es sehr viele Liebhaber davon gibt.

Man hat mir in der Kommission gesagt, ein Zusammenhang mit der Finanzvorlage sei nicht gegeben. Doch, eben weil wir dem Bund nun neue Einnahmen verschaffen in Form einer allgemeinen Konsumsteuer, ist es gerechtfertigt, dass man diese Spezialsteuer, die man rechtswidrig unter dem Titel «Finanzmassnahmen» erlassen hat, wieder abschafft. In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Antrag zur Streichung zuzustimmen.

M. Richter, rapporteur: Je voudrais vous rendre attentifs au fait que, bien souvent, quand M. Biel monte à cette tribune un petit paquet de margarine se profile derrière lui! Voilà que le phénomène se reproduit!

La commission a naturellement discuté de ce problème et, par 13 voix contre 5, elle a rejeté la proposition de M. Biel; celle-ci se traduirait par une perte de recettes de l'ordre de 20 à 24 millions.

Contrairement à l'opinion de la minorité de la commission – ils étaient tout de même quatre à suivre M. Biel – l'augmentation du 1er septembre 1977 des suppléments de prix sur les huiles et les graisses comestibles n'était pas une mesure fiscale. L'idée était, en effet, de ne pas laisser s'accroître la différence de prix entre le beurre, dont le

prix a également été augmenté le 1er septembre 1977, et son produit de substitution la margarine. Cette augmentation des suppléments de prix sur les huiles et les graisses comestibles tend à empêcher – c'est bien là le but – une aggravation de la mévente du beurre. Une trop grande différence de prix entre les deux produits augmenterait le nombre des consommateurs donnant leur préférence à la margarine. Nous y voilà.

Cette proposition de minorité ne s'insère pas dans le cadre de cette loi. Nous vous invitons à la rejeter.

Eisenring, Berichterstatter: Das Parlament steht hier in der Verantwortung. Es hat im letzten Herbst dem vom Bundesrat getroffenen Entscheid die Sanktion erteilt. Allerdings möchte ich einwenden, dass entgegen früheren analogen Entscheiden im letzten Jahr dieser Entscheid in diesem Rat nur noch knapp ausgefallen ist. Nun ist die Frage strittig, ob es sich hier um eine agrarpolitische oder um eine fiskalische Massnahme handelt. Herr Biel hat den Entscheid, der damals getroffen wurde, als fiskalische Massnahme bezeichnet, weil sie im Zusammenhang mit den damaligen Finanzmassnahmen getroffen worden ist. Dass einige Unebenheiten in bezug auf die Verwendung der Mittel bestehen, kann nicht bestritten werden. Ich glaube zu wissen, dass hierüber noch gerichtliche Auseinandersetzungen anhängig sind. Das Bundesgericht wird sich damit noch befassen.

Wir greifen, würden wir diesem Antrag zustimmen, in den Sektor der Agrarpolitik und der Auseinandersetzung um die Wettbewerbsverhältnisse und die damit verbundene Verbilligungs- oder Verteuerungspolitik ein. Mir scheint der Antrag Biel ein Fremdkörper im Rahmen dieses Beschlusses zu sein. Wenn hier später allenfalls Änderungen getroffen werden müssen, so haben wir die Landwirtschaftsgesetzgebung zu ändern, nicht aber die Verfassung. Auf diesem Wege können wir das von Herrn Biel anvisierte Problem sicher nicht lösen. Ich beantrage Ihnen – leider – Ablehnung dieses Antrages.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je n'ai pas grand-chose à ajouter à l'excellent commentaire que viennent de faire Messieurs les rapporteurs. La proposition de M. Biel est manifestement un corps étranger. En l'occurrence, c'est la loi sur l'agriculture qui permet de percevoir des droits de douane sur les huiles et les graisses comestibles afin d'assurer un approvisionnement régulier du pays en lait et en produits laitiers, pour éviter que le beurre ne soit trop défavorisé.

Nous avons appliqué l'article 30 de l'arrêté sur le lait pour fixer les suppléments de prix concernant le beurre. En automne dernier, vous avez approuvé la décision du Conseil fédéral. Aujourd'hui, vous demanderiez que le Conseil revienne sur sa décision!

Les raisons d'ordre économique sont valables. Nous ne devons pas défavoriser le beurre par rapport aux margarines et autres oléagineux. Mais il s'agit ici surtout d'un corps étranger que je vous demande de ne pas introduire dans ce dispositif. Je vous demande donc de vous rallier à la majorité de la commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	85 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	39 Stimmen

Bst. a, b und c angenommen gemäss Antrag der Kommission

Let. a, b et c adoptées selon la proposition de la commission

Art. 9 Abs. 5 und 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 9 al. 5 et 6*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 41quater***Antrag der Kommission***Abs. 1**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2**Mehrheit**

... Vom Rohertrag der Steuer fallen drei Zehntel den Kantonen zu; davon wird wenigstens ein Viertel für den Finanzausgleich unter den Kantonen verwendet. Der Anteil der Kantone an der direkten Bundessteuer ist von einer genügenden Ausschöpfung der Steuerquellen und der Steuerkraft abhängig zu machen.

Minderheit

(Letsch, Auer, Eng, Fischer-Bern, Rüegg, Thévoz)

... Vom Rohertrag der Steuer fallen 30 Prozent den Kantonen zu; davon wird wenigstens ein Sechstel für den Finanzausgleich unter den Kantonen verwendet.

Antrag Butty**Abs. 2**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 41quater*Proposition de la commission***Al. 1**

Adhérer à la décision du Conseil

Al. 2**Majorité**

...de la Confédération. Trois dixièmes du produit brut de l'impôt sont attribués aux cantons; un quart au moins du montant revenant aux cantons est affecté à la péréquation financière intercantonale. La part des cantons à l'impôt fédéral direct sera subordonnée à l'obligation de tirer suffisamment parti de leur matière imposable et de leur capacité contributive.

Minorité

(Letsch, Auer, Eng, Fischer-Berne, Rüegg, Thévoz)

...de la Confédération. 30 pour cent du produit brut de l'impôt sont attribués aux cantons; un sixième au moins du montant revenant aux cantons est affecté à la péréquation financière intercantonale.

Proposition Butty**Al. 2**

Adhésion à la décision du Conseil des Etats

M. Richter, rapporteur: Il n'y a pas lieu de faire de grande introduction. Trois chapitres principaux, s'agissant de l'impôt fédéral direct: la rétrocession aux cantons – c'est ce qui va vous occuper d'emblée – où vous trouverez deux propositions: celle de la majorité combattue par une première minorité conduite par M. Letsch puis une deuxième proposition de minorité soutenue par M. Butty. Nous ne voulons pas allonger. Les intéressés présenteront leurs propositions et nous en tirerons une conclusion. Nous aborderons ensuite tout le chapitre, plus épique, des déductions sociales. Il y aura enfin ce jeu subtil du choix d'un barème.

Voilà les trois grandes têtes de chapitre qui vont être exa-

minées dans un débat que nous souhaiterons dépassionné.

Eisenring, Berichterstatter: Wir beginnen die Debatte über die direkte Bundessteuer (Art. 41quater). Sie ersehen bereits aus der Fahne, dass eine Reihe von Minderheitsanträgen zur Diskussion stehen; sie sind noch erweitert worden durch einzelne Ihnen zwischenzeitlich ausgeteilte neue Anträge. Es handelt sich insbesondere um die Kantonsanteile, dann innerhalb der Kantonsanteile um den Anteil, der für den Finanzausgleich bestimmt ist, bei der direkten Bundessteuer der natürlichen Personen um das Maximum des Satzes und den Beginn der Steuerpflicht und im übrigen um die Abzüge, die wiederum bei einer Reihe von Punkten zu Diskussionen Anlass geben werden. Die Tarifvorschläge sind Ihnen bekannt; es wird den Kommissionsreferenten nicht möglich sein, alle Zahlen aufzuführen. Zu diesem Zweck hat Ihnen die Verwaltung ein Dossier von Unterlagen zur Verfügung gestellt. Wir bitten Sie, diese Dokumentation bei Ihren Beratungen zu berücksichtigen.

Le président: La parole est à M. Letsch pour motiver sa proposition de minorité.

Letsch, Sprecher der Minderheit: Zuerst zur Frage: Um was geht es hier überhaupt? Minderheit und Mehrheit der Kommission sind sich einig, dass im Gegensatz zu Bundesrat und Ständerat der Kantonsanteil an der Wehrsteuer insgesamt und wie heute 30 Prozent betragen, also nicht auf ein Drittel erhöht werden soll. Hingegen bestehen zwischen der Kommissionsmehrheit und unserer Minderheit zwei Differenzen. Erstens wollen wir auch den Anteil für den Finanzausgleich, also den nicht nach dem eigenen Steueraufkommen der Kantone, sondern nach einem besonderen Schlüssel verteilten Anteil, unverändert lassen. Es sollen hiezu weiterhin mindestens ein Sechstel und nicht mindestens ein Viertel des ganzen Wehrsteueranteils ausgeschieden werden. Zweitens geht es nach unserer Auffassung nicht an, im Verfassungsartikel eine besondere Auflage bezüglich genügender Ausschöpfung der Steuerquellen und der Steuerkraft zu verankern. Mit andern Worten gesagt, möchte die Minderheit das heute geltende Recht bezüglich der Kantonsanteile nicht ändern. Welches sind nun die wichtigsten Gründe für diese unsere Haltung? Es sind deren drei.

Erstens fehlt heute eine wesentliche Voraussetzung, um den Finanzausgleich im Sinne des Mehrheitsantrages zu verstärken. In einem vom Eidgenössischen Finanz- und Zolldepartement im Jahre 1976 zuhanden der Finanzkommission erstatteten Bericht schreibt nämlich das Departement zu Recht, der bundesstaatliche Finanzausgleich müsse mit der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen beginnen. Leider haben wir bis heute keine diesbezüglichen Zielvorstellungen und Anträge des Bundesrates, obwohl derselbe Bundesrat bereits im Jahre 1972 geschrieben hat: «Es besteht kein Zweifel, dass parallel zur Einführung der Mehrwertsteuer Anträge zur Neuordnung der Aufgabenteilung unterbreitet werden können.» Wir sollten heute also mindestens nicht anfangen, am Finanzausgleich herumzudoktern, bevor wir die Aufgabenteilung klarer sehen.

Zweitens belastet der Antrag der Mehrheit der Kommission zwar nicht den Bund, aber die wehrsteuerstärkeren Kantone zusätzlich. Die Erhöhung der Finanzausgleichsquote ginge ja zulasten der sogenannten starken, aber auch mittelstarker Kantone, die oft besonderen Belastungen, nicht zuletzt durch indirekte Leistungen für finanzschwächere Kantone, ausgesetzt sind. Sollte sich aufgrund einer umfassenden Analyse der Finanzlage der Kantone, die bis heute nicht vorliegt, einmal zeigen, dass tatsächlich schon vor einer grundlegenden Aenderung des Finanzausgleichs eine Erhöhung des heutigen Wehrsteuersechstels erforderlich wäre, so lässt übrigens die geltende

Verfassungsbestimmung eine solche Massnahme auf dem Gesetzgebungswege bereits zu; denn es wird ja nicht fest ein Sechstel, sondern wenigstens ein Sechstel hierfür ausgeschrieben. Heute aber schon auf mindestens einen Viertel zu gehen, ist nicht zwingend.

Drittens schliesslich verkennt die im Mehrheitsantrag eingebaute Auflage bezüglich genügender Ausschöpfung der Steuerquellen und der Steuerkraft zweierlei. Einmal steht der Wehrsteueranteil grösstenteils im Dienste des sogenannten vertikalen Ausgleichs, indem 25 Prozent nach dem eigenen Steueraufkommen der Kantone zurückvergütet werden. Es handelt sich dabei primär um so etwas wie ein Schmerzensgeld für die Mitbeanspruchung des kantonalen Steuersubstrates durch den Bund. Hieran noch besondere Auflagen zu knüpfen, ist nicht gerechtfertigt. Für den im Dienste des horizontalen Ausgleichs stehenden Wehrsteuersechstel können aber ohne weiteres die für Subventionen geltenden Finanzkraftkriterien herangezogen werden, in denen die im Finanzausgleichsgesetz verankerte Ausschöpfung der eigenen Steuerquellen bereits berücksichtigt ist. Zum andern geht es nicht an, am – wie ich meine – untauglichen Objekt der Kantonsanteile, gewissermassen durch die Hintertür, Elemente der materiellen Steuerharmonisierung hereinzuschmuggeln, Elemente, die im Verfassungsartikel, der letztes Jahr angenommen worden ist, bewusst ausgeklammert worden sind. Ich bitte Sie deshalb, es bezüglich der Kantonsanteile an der direkten Bundessteuer auf der ganzen Linie beim heutigen Recht zu belassen und dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Butty: J'ai l'honneur de vous faire une proposition qui ne figure pas dans le dépliant et je m'en excuse. Elle concerne la répartition qui doit revenir aux cantons. Je vous demande de vous en tenir à la proposition du Conseil fédéral qui est également celle du Conseil des Etats, c'est-à-dire de maintenir pour l'impôt fédéral direct une répartition d'au moins un tiers aux cantons, un quart de ce tiers étant attribué à la péréquation financière entre les cantons. En voici les raisons.

Le Conseil fédéral a motivé cette proposition et j'espère qu'il maintiendra la position qu'il a soutenue dans son message. Or, il faut admettre que grâce au nouveau système des finances fédérales proposé, l'impôt fédéral direct va s'inscrire durablement dans la constitution fédérale. Actuellement, nous sommes encore dans une situation provisoire.

Dorénavant, l'impôt fédéral direct sera un impôt permanent en faveur de la Confédération. C'est donc un changement fondamental et une atteinte définitive au principe qui voulait que les impôts directs aillent aux cantons et les impôts indirects à la Confédération. Les cantons et les communes feront ainsi un effort considérable en faveur de l'Etat central. Dans ces conditions on va toucher directement la substance fiscale des cantons il nous paraît logique de maintenir une part aux cantons dans ce substrat fiscal qui leur appartenait jusqu'ici exclusivement à titre permanent et d'assurer ainsi le principe que ce soit un tiers qui revienne aux cantons. En même temps, il faut que cet impôt fédéral direct soit dans une large mesure un impôt de péréquation entre les cantons.

Durant ces dernières années, les tâches incombant aux cantons ne sont pas allées en diminuant. La Confédération aurait même tendance à donner aux cantons certaines tâches nouvelles et, pour les accomplir, les cantons ont évidemment besoin de moyens financiers.

On m'objectera que la situation financière des cantons et de nombreuses communes s'est améliorée. Il est vrai que certains budgets cantonaux bouclent dans avec des bénéfices alors que la Confédération se trouve dans une situation moins brillante. Le peuple doit s'étonner de voir des communes ou des cantons baisser les impôts alors que l'Etat central est obligé de faire appel à des ressources supplémentaires.

Les directeurs cantonaux des finances se sont adressés au Conseil fédéral et à notre commission en nous recommandant de manière très pressante de nous en tenir à la proposition du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Je pense que les directeurs cantonaux des finances ont eu raison. M. Chevallaz, conseiller fédéral, nous a dit hier que l'endettement actuel des cantons et des communes est encore supérieur à celui de la Confédération, plus de 35 milliards, alors que la Confédération connaît un endettement qui correspond à une année du budget, c'est-à-dire 16 milliards.

Cela signifie bien qu'il est nécessaire d'avoir des cantons et des communes financièrement sains. C'est l'intérêt de notre Etat fédératif. Ce n'est pas en affaiblissant financièrement la situation des cantons et des communes qu'on renforcera la situation financière de la Confédération. Il y a là une distinction claire à faire.

En conclusion, au moment où nous allons donner définitivement à la Confédération le droit constitutionnel de percevoir un impôt fédéral direct, il est nécessaire que nous assurions aux cantons une répartition de la masse fiscale qui était jusqu'ici de manière permanente la leur. C'est pourquoi je vous recommande d'en revenir à la proposition du Conseil fédéral et du Conseil des Etats.

Diethelm: Die Eidgenössische Steuerverwaltung hat errechnet, dass bei der direkten Bundessteuer Ausfälle von zirka 400 Millionen Franken entstehen werden. Sie hat gleichzeitig festgestellt, dass aufgrund der Beschlüsse der Mehrheit der nationalrätlichen Kommission zirka 45 Prozent Steuerpflichtige nicht mehr wehrsteuerpflichtig sein werden. Diese 45 Prozent sind als schweizerische Werte zu betrachten, und Sie alle wissen, dass gewaltige Unterschiede in der Wirtschafts- und Finanzstruktur der schweizerischen Kantone bestehen. Wir kennen Kantone, die nach den Ergebnissen der Berechnungen durch die Schweizerische Bankgesellschaft über ein Volkseinkommen pro Kopf der Bevölkerung im Jahre 1977 von 30 000 Franken und mehr verfügen, während andere Kantone nur über ein Volkseinkommen von 12 000 bis 15 000 Franken pro Kopf der Wohnbevölkerung verfügen. Das Ergebnis der Beratungen der nationalrätlichen Kommission wird dazu führen, dass in diesen finanziell schwächer strukturierten Kantonen 55 bis 60 Prozent aus der Wehrsteuerpflicht fallen werden. Schon aufgrund der Gesamtzahlen, die mit 400 Millionen Franken berechnet worden sind, würde der Anteil der Kantone von 30 Prozent um 120 Millionen Franken geringer sein.

Man hat hier in der Eintretensdebatte, aber auch in den Kommissionsberatungen, darauf hingewiesen, dass Kantone und Gemeinden in den letzten Jahren bessere Rechnungsabschlüsse ausgewiesen hätten als erwartet und dass verschiedenenorts Reduktionen bei den Steuersätzen vorgenommen werden konnten. Aber es wurde vergessen, dass noch von den Reserven der guten Jahre 1973 bis 1975 die Kassen gefüllt werden konnten. Diese Reserven sind nun aufgezehrt. Es werden auch für die Kantone die mageren Jahre kommen, obwohl – das möchte ich zugeben – einige Vorausleistungen in bezug auf die Infrastruktur erbracht wurden. Es ist aber ein Trugschluss zu glauben, dass in den nächsten Jahren noch wesentliche Zuwachsraten bei den Steuereinnahmen der Kantone realisiert werden können. Ich habe den Eindruck, dass die Kommission bei der Tarifgestaltung wie auch bei den Sozialabzügen auf die verschiedenartigen Wirtschaftsstrukturen in den Kantonen zu wenig Rücksicht genommen hat. Die soziale Grosszügigkeit bei der direkten Bundessteuer bringt nur soziale Mehrbelastungen in verschiedenen Kantonen, weil dort die Höherbelastungen von hohen Einkommen nicht zum Tragen kommen und weil in den meisten finanzschwachen Kantonen die Einkommensmillionäre äusserst selten oder überhaupt nicht vorhanden sind. Die Mehrbelastungen bei den hohen Einkommen fliessen also nicht in die Haushalte der finanzschwächeren Kantone, so dass es zu beachten gilt, dass die Kantonsanteile bei den finanz-

und finanzmittelstarken Kantonen zusammenschumpfen würden. (Betrachten Sie einmal die Zahlen über das durchschnittliche Einkommen in den Kantonen, die aufgrund der Berechnungen der Bankgesellschaft bekannt sind.)

Zum Antrag Letsch: Es ist wohl richtig, dass das Aufgabenteilungskonzept nicht vorliegt. Es sind einige Korrekturen im Verlaufe der Sparprogramme vorgenommen worden, und es werden noch verschiedene Korrekturen notwendig sein. Aber wenn Sie auch in dieser Frage abstimmungspolitisch denken wollen, dann dürfen Sie nicht vergessen, dass der Finanzausgleich über die Wehrsteuerquote nicht nur den finanzschwächsten, sondern auch den meisten finanzmittelstarken Kantonen zugute kommt und dort dazu dient, die Ausfälle zu decken, die mit diesen ganz erheblichen Korrekturen bei der direkten Bundessteuer hingenommen werden müssen.

Wenn Sie wollen, dass die finanzmittelstarken und die finanzschwachen Kantone das Finanzpaket unterstützen können, dann müssen Sie dem Antrag des Bundesrates folgen, wie er soeben auch von Kollege Butty vertreten wurde.

Ich bitte, diese abstimmungspolitischen Bedenken nicht zu vergessen.

Weber Leo: Ich möchte mich nur kurz zur Frage des Finanzausgleichs äussern.

Der Antrag der Mehrheit – das ist vielleicht wichtig zu wissen – entspricht genau der Vorlage von 1976, ausgenommen eben dieser Anteil von einem Drittel oder von bloss 30 Prozent. Was aber den Finanzausgleich anbetrifft, entspricht er ganz genau dieser Bestimmung.

In Artikel 41quater Absatz 3 hatten wir diesen Viertel verankert, und in Artikel 42ter Absatz 2 knüpften wir die Ausrichtung der Finanzausgleichsbeiträge an eine genügende Ausschöpfung der eigenen Steuerquellen. Was hier vorliegt, ist also nichts Neues. Nun müsste man sich auch ehrlicherweise fragen: Wie sind denn die Auswirkungen dieser Verschiebung von einem Sechstel zu einem Viertel? Wir haben die Zahlen der Eidgenössischen Steuerverwaltung berechnet aufgrund des Jahres 1977. Wenn Sie statt einem Sechstel einen Viertel für den Finanzausgleich reservieren, so gibt das danach 28 Millionen mehr. Das sind bei ungefähr 700 Millionen Kantonsanteilen zirka 4 Prozent, also eine relativ bescheidene Summe. Diese 28 Millionen wären von 10 Kantonen aufzubringen, 15 Kantone wären die Profiteure. Zu den hauptsächlich gerüpften Kantonen gehören Zürich und Genf, die allein ungefähr zwei Drittel dieser Beträge aufbringen müssen. Ich glaube, das sind nun Kantone, denen man angesichts ihrer Finanzkraft dieses Opfer zumuten kann. Die Hauptprofiteure sind Bern, St. Gallen und Wallis, die ungefähr drei Fünftel dieses Mehrbetrages erhalten werden.

Das ist die Situation, und das muss man sich auch etwas überlegen, wenn man nun über diese Frage abzustimmen hat.

Ich habe zu dem, was Herr Diethelm gesagt hat, nichts beizufügen. Er hat das als alt Finanzdirektor eines finanzschwachen Kantons richtig gesagt. Ich möchte aber noch etwas anderes sagen: Im Grunde genommen ist ja die Berücksichtigung der genügenden Ausschöpfung der eigenen Steuerkraft überhaupt nichts Neues. Diese Forderung ist nämlich schon heute Bestandteil der Berechnung der Masszahlen beim Finanzausgleich auf Gesetzesstufe. Wir haben jetzt nur diesen Bestandteil von der Gesetzes- auf die Verfassungsstufe. Ich verstehe deshalb nicht, dass man immer wieder gegen diesen Finanzausgleich anrennt, nachdem dies heute ja bereits Gesetz ist.

Fischer-Bern: Ich möchte mich vor allem dagegen wenden, dass man die neue Finanzordnung dazu benutzt, um die Kantone noch höher zu dotieren, als sie es schon sind. Sie wissen, die Hauptdifferenz besteht darin, dass der Bundesrat und der Ständerat eine Erhöhung der Kantonsanteile auf ein Drittel der Wehrsteuer wollen, während-

dem die nationalrätliche Kommission sich darauf beschränken will, drei Zehntel, also 30 Prozent, zu bewilligen; das macht 110 Millionen Franken Differenz aus. Wir können doch nicht dem Bund mehr Geld verschaffen wollen und dann die Gelegenheit benutzen, um ohne irgendwelche plausible Begründung den Kantonen einen zusätzlichen Anteil aus der Bundeskasse verschaffen. Sie wissen, dass einer der Gründe für die Finanzmisere des Bundes darin liegt, dass die Subventionen des Bundes an die Kantone, Gemeinden und andere Körperschaften oder Private ständig in steiler Progression ansteigen. Wir benützen jede Gelegenheit, um dies hier zu kritisieren und benützen gleichzeitig jede Gelegenheit, um diese Situation weiter zu verschärfen! Ich möchte dafür plädieren, dass der Antrag Butty abgelehnt wird, und zwar in erster Linie deshalb, weil dadurch die Bundeskasse wieder neu um 110 Millionen Franken geschröpft würde. Wir können diese ständigen Beutezüge der Kantone auf die Bundeskasse nicht weiter mitmachen, wenn wir eine seriöse Finanzpolitik betreiben wollen. Abgesehen davon bin ich der Meinung, dass bei der Frage, wieviel für den Finanzausgleich verwendet werden soll, dem Antrag Letsch zugestimmt werden sollte.

Jedenfalls möchte ich Sie bitten, den Antrag Butty abzulehnen, damit nicht eine Mehrbelastung der Bundeskasse entsteht in einem Moment, wo wir durch die Reduktion der Mehrwertsteuer einen Ausfall in der Grössenordnung von 700 Millionen Franken bereits beschlossen haben.

M. Richter, rapporteur: On débat ici d'un problème particulièrement délicat et qui, il est vrai et comme M. Diethelm l'a soulevé tout à l'heure, provoque des réactions très fermes dans certains cantons et en provoque d'autres aussi dans d'autres cantons. Donc là, il n'y a certes pas une unanimité entre cantons, selon que l'on est financièrement fort ou que, au contraire, on a besoin d'une péréquation qui peut, selon les propositions qui vous sont soumises, s'exercer différemment.

Les décisions de la majorité de la commission font apparaître ici les deux divergences importantes par rapport au Conseil des Etats, qui lui-même avait souscrit aux propositions du Conseil fédéral. La majorité propose que trois dixièmes du produit brut de l'impôt soient attribués aux cantons et un quart au moins du montant affecté à la péréquation financière. La majorité souhaite que la part des cantons à l'impôt fédéral direct dépende d'une exploitation suffisante de leurs ressources et de leur capacité fiscale. Cette décision a été prise par 16 voix contre 11, c'est la deuxième partie de la proposition de la majorité. Nous vous y rendons attentifs.

En ce qui concerne la part cantonale devant être affectée à la péréquation intercantonale, il n'existe pas de divergences entre la majorité de la commission et le Conseil des Etats, on s'en tient à un quart au moins. Alors que selon le droit en vigueur, qui est repris par la proposition de minorité de M. Letsch, la part cantonale est actuellement d'un sixième. La minorité de la commission propose de maintenir ce droit en vigueur, part cantonale à 30 pour cent; un sixième au moins serait affecté à la péréquation financière. Sur la base de la décision du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, vu l'augmentation aussi de la part cantonale, les cantons ne subiraient dans l'ensemble pas de pertes de recettes, que je sache, malgré les allègements prévus en matière d'impôt fédéral direct. Ils obtiendraient même un supplément de recettes de l'ordre de 7 millions. Mais effectivement, ils participeraient – cela vient d'être souligné – à raison de 120 millions en chiffre rond aux pertes de recettes en matière d'impôt fédéral direct. C'est la raison pour laquelle les directeurs cantonaux des finances ont fait connaître leur opposition à cette décision de la commission. Par une lettre adressée au Conseil fédéral, la conférence des directeurs cantonaux des finances demande fermement: «le maintien d'une part cantonale d'un tiers au rendement de l'impôt pour la défense nationale».

Eisenring, Berichterstatter: In diesem Zusammenhang kommt wohl dem Brief der kantonalen Finanzdirektoren einige Bedeutung zu. Auch wenn es hier unter Umständen nicht um eine entscheidende Stellungnahme geht, so wird in der Volksabstimmung doch das Ständemehr erforderlich sein. Man kann also den Brief der Kantone nicht einfach herunterspielen.

Ich wehre mich entschieden gegen meinen guten Freund Otto Fischer, der von einem «Beutezug der Kantone auf die Bundeskasse» gesprochen hat. Ich glaube, wir sind lange genug in der Politik, um zu wissen, mein lieber Kollege Fischer, dass es sich im Grunde genommen bei der direkten Bundessteuer um einen Beutezug des Bundes auf die Kantone handelt und nicht umgekehrt. Seit wann Herr Fischer plötzlich Zentralist geworden ist, während wir vorher immer Föderalisten waren, weiss ich nicht. Da gehen unsere Wege plötzlich auseinander. Wir müssen uns über diese Beutezugtheorie des Herrn Fischer wohl noch unterhalten. Wir haben auch schon anders gesprochen! Wir waren es, die seinerzeit noch für die sogenannte Kontingentlösung eingetreten sind, weil wir sagten, der Bund dürfe nicht an das Steuersubstrat der Kantone herankommen. Diese Klärung bleibt grundsätzlich vorbehalten. Mich bringt man auf die Palme, wenn man die Dinge so auf den Kopf stellt, wie Herr Fischer das in meisterhafter Art und Weise, aber eben nicht überzeugend, getan hat.

Nun zum Antrag der Mehrheit. Mehrheit und Minderheit sind sich in einem Punkt einig, nämlich dass die Kantone von der Wehrsteuer als Entschädigung für den Eingriff des Bundes in ihr Steuersubstrat 30 Prozent erhalten sollen; hier ist man einig. Die Frage ist nur, ob ein Viertel oder ein Sechstel für den Finanzausgleich reserviert werden sollte. Die Mehrheit tritt auch unter Würdigung des Zahlenmaterials für die Lösung «wenigstens ein Viertel» ein, während der Antrag Letsch bekanntlich «wenigstens ein Sechstel» vorsehen möchte.

Nun hat die Mehrheit in der Meinung, dass nicht überall dem Grundsatz der Harmonisierung der Steuern auch im materiellen Bereich in ausreichender Weise nachgelebt wird, nachgedoppelt und möchte die bereits im Finanzhaushaltgesetz enthaltene formelle Ausschöpfung der Steuerquellen und der Steuerkraft als Kondition für die Zumessung des Finanzausgleichs nicht nur auf der Gesetzesstufe, sondern nun auch auf der Verfassungsebene verankert wissen. Es handelt sich hier um eine neue Angelegenheit, neu ist nämlich die materielle Gewichtung. Natürlich erhält diese Formulierung eine wesentlich erhöhte Bedeutung, wenn sie gleich auch in der Verfassung steht. Das wäre die Meinung der Mehrheit.

In bezug auf den Antrag Bundesrat bzw. Beschluss des Ständerates komme ich nun wieder auf den Brief der kantonalen Finanzdirektion wegen der Kantonsanteile zurück. Sie haben hier nicht nur einen materiellen, sondern auch einen wesentlichen politischen Entscheid zu treffen. Man könnte die Auffassung vertreten, dass der Mehrheitsantrag irgendwo in der Mitte liegt und die Kantone sich vielleicht damit noch abfinden würden. Aufgrund des Briefes der kantonalen Finanzdirektoren ist das allerdings kaum anzunehmen. Also sind die materiellen Vorteile, die sich aus dieser Lösung für den Bund in kleinerem Mass ergeben, abzuwägen gegenüber den politischen, wenn die Kantone auf die Vorlage, die wir hier zu beschliessen haben, schliesslich eintreten und sie mehr oder weniger unterstützen. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je comprends sans doute le raisonnement de la majorité et de la minorité de votre commission, tel qu'il est exprimé dans le dépliant. J'aurais tendance même à le suivre avec joie, par une certaine cupidité; 120 millions sont toujours bons à prendre dans notre situation. Je comprends le tableau que l'on peut faire facilement: une Confédération exsangue qui continue à alimenter, par un tiers de son budget et par 25 pour cent des ressources cantonales, des cantons dont les comptes sont à peu près stabilisés. Toutefois l'endette-

ment cantonal reste fort. Mais nous devons, je crois, nous efforcer de voir un peu plus loin. Le rendement de l'IDN sera réduit de 400 millions. Il s'agit pour nous, en proposant de porter le taux à 33 pour cent, non pas de donner davantage aux cantons, mais de ne pas leur donner moins. On dira qu'ils sont en mesure de supporter une diminution. Sans doute le sont-ils occasionnellement, une année ou l'autre, comme ces dernières années, par exemple, où leurs comptes ont présenté des résultats favorables, mais il faut se garder à cet égard de trop d'optimisme. Les cantons sont fortement endettés. D'autre part, ils bénéficient encore actuellement de la progression à froid du fait que le paiement de l'impôt fédéral direct intervient avec un retard de deux ou trois ans sur la période de déclaration. Ils sont encore de ce fait dans une certaine euphorie tandis que nous avons pris de plein fouet, si je puis dire, les chutes de tension de l'impôt de consommation, dont le rendement diminue immédiatement dès que le chiffre d'affaires baisse. Je ne suis donc pas trop optimiste quant à la situation des finances cantonales.

Il pourrait y avoir, d'ici un ou deux ans, un renversement et leurs impôts directs ne seraient plus aussi prospères qu'ils l'ont été jusqu'à cette année. En outre, l'incontestable freinage, la réduction de certaines subventions se répercute et se répercute encore d'une manière nette sur les finances cantonales et particulièrement sur la péréquation qui se fait par le canal de ces subventions différentielles. On peut d'ailleurs imaginer qu'une nouvelle répartition des tâches entre les cantons mettra davantage l'accent sur la péréquation par la répartition des ressources que sur la péréquation par les subventions.

La proposition du Conseil fédéral, celle du Conseil des Etats, qui est identique, et celle de M. Butty vont dans le sens d'un renforcement de la péréquation par la voie de la répartition des ressources. Sans doute cette péréquation fédérale est déjà forte puisque, pour les cantons riches, elle n'atteint que le 12 pour cent de leurs ressources et pour les cantons faibles le 45 pour cent. Malgré cela, les conditions économiques sont si diverses que la situation de plusieurs cantons faibles est réellement difficile et qu'ils ne peuvent pas suivre le train des cantons confédérés de capacité financière moyenne.

La proposition de la majorité de la commission, qui tend à maintenir le taux de la répartition de l'impôt fédéral direct à 30 pour cent, tient compte du principe de la péréquation en portant la répartition de cette péréquation au quart de ce produit. Toutefois, elle frapperait d'une manière sensible les cantons à capacité financière forte et les cantons à capacité financière moyenne.

Quant à la proposition de la minorité II, elle ne permet pas l'amélioration de la péréquation. Elle réduit proportionnellement la part des cantons de 120 millions. Le Conseil fédéral reste fidèle à sa proposition initiale visant à verser aux cantons le 33 pour cent et d'accentuer, dans ce cadre, la part de la péréquation.

La majorité de votre commission propose de dire que «la part des cantons à l'impôt fédéral direct sera subordonnée à l'obligation de tirer suffisamment parti de leur matière imposable et de leur capacité contributive». Je crois que c'est la troisième ou quatrième fois que nous nous occupons de ce problème ici et pour la troisième ou quatrième fois, je vous rappelle que la loi fédérale sur la péréquation financière entre les cantons dispose à son article 2 qu'il sera notamment tenu compte de la puissance fiscale de ceux-ci, de la mesure dans laquelle eux, leurs communes et leurs districts y font appel, ainsi que de leurs autres ressources financières.

Enfin, le texte proposé n'ajoute pas grand-chose à ces dispositions. Vous me direz: «Mais qu'attendez-vous pour agir?» Je réponds que nous agissons constamment dans ce domaine, comme dans d'autres, mais que la formule permettant d'analyser avec précision la capacité contributive, la capacité économique d'un canton, n'a pas encore

été découverte. Nous sommes en négociation constante avec les cantons, sur la base des statistiques économiques, pour aboutir à une appréciation plus précise. Malheureusement, votre texte n'ajouterait rien et il me fait plutôt, encore une fois, l'impression d'être un corps étranger. Ce texte ne peut en effet conduire à une harmonisation matérielle proprement dite, étant donné que l'article 44quinquies de la constitution fédérale exclut jusqu'à nouvel ordre l'harmonisation matérielle et nous ne pouvons pas tourner cette disposition constitutionnelle en modifiant par la bande un autre article de la constitution. Je vous demande donc, pour des raisons de pourcentage et de péréquation et pour éviter l'adjonction dans la constitution d'un texte qui est déjà contenu dans la loi et dont l'application est en cours, d'adopter purement et simplement la proposition défendue par M. Butty, c'est-à-dire de vous rallier au texte du Conseil fédéral, qui a déjà été approuvé par le Conseil des Etats.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Mehrheit	110 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	42 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	111 Stimmen
Für den Antrag Butty	41 Stimmen

Abs. 1 angenommen gemäss Antrag der Kommission

Al. 1 adopté selon la proposition de la commission

Art. 8 Abs. 1 – Art. 8 al. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 8 Abs. 2 Bst. a

Mehrheit

a. ... für Verheiratete 5000 Franken;
für jedes Kind 2500 Franken;
für jede ...

für verwitwete, geschiedene oder ledige Steuerpflichtige, die zusammen mit Kindern oder unterstützungsbedürftigen Personen einen Haushalt führen, 3000 Franken;
für Versicherungsprämien ...
... vom Erwerbseinkommen der Ehefrau 5000 Franken;

Minderheit I

(Uchtenhagen, Allgöwer, Biel, Bratschi, Grobet, Hubacher, Riesen-Freiburg, Schmid-St. Gallen, Waldner, Welter)

a. ... Personen einen Haushalt führen, 4000 Franken;
für ...

Minderheit

(Biel, Allgöwer)

vom Erwerbseinkommen der Ehefrau 6000 Franken;

Minderheit II

(Eng, Auer, Fischer-Bern, Generali, Letsch, Richter, Rüegg, Thévoz)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Nanchen

Bst. a

... die zusammen mit Kindern oder unterstützungsbedürftigen Personen einen Haushalt führen, 5000 Franken;

Art. 8 al. 2 let. a

Majorité

a. ... pour les personnes mariées, à 5000 francs;
pour chaque enfant, à 2500 francs;
pour chaque...

pour les contribuables veufs, séparés ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses, à 3000 francs;
pour les primes d'assurances...
pour le produit du travail de l'épouse, à 5000 francs;

Minorité I

(Uchtenhagen, Allgöwer, Biel, Bratschi, Grobet, Hubacher, Riesen-Fribourg, Schmid-Saint-Gall, Waldner, Welter)

a. ... font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses, à 4000 francs;

Minorité

(Biel, Allgöwer)

... pour le produit du travail de l'épouse à 6000 francs;

Minorité II

(Eng, Auer, Fischer-Berne, Generali, Letsch, Richter, Rüegg, Thévoz)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Nanchen

Al. 2 let. a

... font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses, à 5000 francs;

M. Richter, rapporteur: Nous abordons maintenant l'important chapitre des déductions sociales, à la page 3 de votre dépliant de langue française, chiffre II, article 8. Nous commençons par le deuxième alinéa, lettre a.

Ici, par rapport aux décisions du Conseil des Etats, ont surgi des divergences nuancées et multiples. Je crois qu'il faut parler séparément des déductions selon les catégories de personnes touchées: Les déductions pour personnes mariées, 5000 francs; le Conseil des Etats propose 4000 francs. Cela se aboutirait, selon la formule du Conseil des Etats, par une perte de substance de 60 millions. Les déductions pour enfants: 2500 francs propose la commission pour chaque enfant; le Conseil des Etats fait une nuance, 2000 francs pour le premier et le deuxième enfant, 2500 francs pour chaque enfant suivant. Perte de recettes supplémentaire, selon la proposition du Conseil des Etats, 35 millions. Déduction pour le revenu de l'épouse exerçant une activité lucrative: la majorité vous propose 5000 francs, le Conseil des Etats 4000 francs (c'est la proposition du Conseil fédéral); perte de recettes supplémentaire, 25 millions. Vous voyez que ces montants chiffrés tout de suite. Une proposition visant à porter cette déduction à 6000 francs – nous en sommes toujours au produit du travail de l'épouse – a été rejetée par la commission par 15 voix contre 4. Cette proposition subsiste ici comme minorité. Elle entraînerait une perte de recettes supplémentaire de 40 millions par rapport au Conseil des Etats.

La commission a décidé en outre l'introduction d'une déduction sociale de 3000 francs, la minorité I propose de la porter à 4000 francs, pour les contribuables veufs ou séparés, divorcés ou célibataires, qui sont en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses. Cette décision a été emportée par 18 voix contre 4. Cette nouvelle déduction vise à éliminer le régime en vigueur, critiqué, et qui découle de la pratique actuelle de l'octroi de la déduction pour personne mariée. On constate que les contribuables veufs ou divorcés peuvent prétendre la déduction pour personne mariée, même s'ils vivent seuls. Ainsi cette déduction, l'administration nous y rend atten-

tifs, peut être accordée deux fois aux personnes divorcées. En revanche, les contribuables célibataires ne peuvent, pour une question qui, paraît-il, relève de la terminologie, prétendre la déduction pour personne mariée, même s'ils vivent en commun avec des enfants – et c'est cet aspect qui est important – et ainsi ils supportent des frais de ménage plus importants que les personnes seules. Ce régime soulève des critiques sans cesse renouvelées de la part des personnes célibataires et a fait l'objet d'une pétition adressée aux membres des Chambres fédérales et que nous avons reçue en commission. En effet, le 17 avril 1978, la communauté de travail des femmes célibataires nous faisait part en l'espèce de ses observations. Pour ce qui est du montant, il est juste de fixer la nouvelle déduction à un taux plus bas que celui de la déduction pour personnes mariées. En effet, celle-ci est prévue pour deux personnes, l'homme et la femme, tandis que celle-là ne vaut que pour une seule personne, l'homme ou la femme, qui est chargée d'entretenir l'enfant vivant avec elle. L'administration nous a fait remarquer qu'elle ne dispose pas de documents statistiques suffisants qui lui permettent d'établir des chiffres qui pourraient servir de base à une estimation correcte des augmentations ou des pertes de recettes qui découleraient de l'application de nouvelles déductions sociales dans ce domaine. Il n'en demeure pas moins que le fait que les contribuables, divorcés ou veufs, ne pourraient plus prétendre à la déduction pour personnes mariées atténuerait sur le plan du total des chiffres qui doivent aussi retenir notre attention, des pertes de recettes. Les contribuables célibataires entretenant un ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses obtiendraient en revanche une déduction qui ne leur a pas été accordée jusqu'ici. Là aussi, il en résulte quelques pertes de recettes fiscales.

La minorité II fait siennes les déductions du Conseil des Etats. Dans l'ensemble, les déductions sociales décidées par la commission entraînent une perte supplémentaire de 125 millions de francs par rapport aux décisions du Conseil des Etats. Je crois qu'en l'espèce la commission se doit ici de vous faire part très objectivement des remarques qui furent les siennes, du coût des différentes propositions, vu sous l'angle de la recette fiscale. Quant au reste, c'est une question d'appréciation et de dosage. Nous vous demandons en l'espèce de vous en tenir d'aussi près que possible aux propositions de la majorité tout en jugeant sereinement là où des propositions nouvelles bien justifiées ont été avancées.

Eisenring, Berichterstatter: Wir nehmen die Beratungen der Sozialabzüge auf.

Sie ersehen aus der Fahne, dass hier eine Reihe von Differenzen vorliegen. Ich habe bereits im Eintretensvotum auf die Frage der Sozialabzüge hingewiesen und möchte einleitend bemerken, dass die von unserer Kommission beantragten Erhöhungen der Sozialabzüge für die Wehrsteuererträge recht beträchtliche Auswirkungen aufweisen. Gemäss Berechnungen der Finanzverwaltung bewegen sich die zusätzlichen Ausfälle bei den Wehrsteuererträgen aus der Realisierung dieser Anträge auf zirka 100 bis 110 Millionen Franken.

Was hat in der Kommission zugunsten der Mehrheitsanträge, wie sie Ihnen hier vorliegen, gesprochen, und worauf sind eigentlich die Differenzen zum Antrag Bundesrat bzw. Teildifferenzen zur Beschlussfassung Ständerat zurückzuführen? Die Erhöhung des Verheiratetenabzuges von 4000 auf 5000 Franken (4000 Bundesrat/Ständerat) resultiert aus der differenzierten Wertung der gesellschaftspolitischen Entwicklung und namentlich, auch vorgetragen aus Kreisen der CVP, der Unterstützung der Familienpolitik. Das trifft auch in bezug auf die Erhöhung der Abzüge für Kinder zu. In beiden Fällen liegt natürlich auch noch die Komponente des Teuerungsausgleiches gegenüber den

früheren Abzügen. Der Teuerungsausgleich ist allerdings nicht vollständig durchgezogen worden.

Bei der Abzugsberechtigung für sogenannte unterstützungsbedürftige Personen ergibt sich folgende neue Ueberlegung, nämlich dass einmal der Kreis der unterstützungsbedürftigen Personen von der Mehrheit der Kommission spezifiziert und in den Auswirkungen auch weitergezogen worden ist und insbesondere auch, dass eine Berücksichtigung der sogenannten unvollständigen Familie ihren Niederschlag in der Abzugsberechtigung findet. Dazu liegen nun die Minderheitsanträge I und II vor.

Die Kommissionsmehrheit ist der Auffassung, dass sich unter Inkaufnahme der erhöhten Ausfälle bei den Wehrsteuererträgen der natürlichen Personen diese Abzüge aus der Gesamtsituation der Steuerpolitik und der Gesellschaftspolitik heraus, aus der Berücksichtigung dieser gesellschaftspolitischen Komponente und der Veränderung der Gesellschaftsstruktur rechtfertigen lassen. Es wird bekanntlich immer wieder – und das werden Sie selbst an Partei- und anderen Versammlungen über Steuerprobleme erfahren haben – die Frage des Splittings, nämlich die separate Veranlagung von Mann und Frau, wenn beide erwerbstätig sind, aufgeworfen. Die Frage stellt sich, ob man einmal zum Splitting übergehen sollte, was aber unweigerlich, sollen nicht Hunderte von Millionen Ausfälle eintreten, zu einer völlig neuen Tarifierung der Wehrsteuer, so auch in bezug auf Abzüge usw. führen müsste. Es wäre natürlich völlig ausgeschlossen, ein Splitting vorzunehmen und die heutigen Tarife und Sozialabzüge einseitig zu belassen oder sie nur wenig zu korrigieren. Die von der Mehrheit der Kommission vorgeschlagenen differenzierten Abzüge kommen dem Effekt des Splittings mindestens zum Teil entgegen.

Ich bitte Sie, den Anträgen der Mehrheit zuzustimmen, auch wenn in einzelnen Punkten nicht unwesentliche Abweichungen von den ständerätlichen Beschlüssen erfolgen. Wir werden dann im Differenzbereinigungsverfahren sehen, ob wir mit unseren Mehrheitsanträgen wirklich durchkommen werden. Der Ausfall könnte allenfalls zum Teil durch eine entsprechende Modifikation des Tarifs aufgefangen werden. Das wird dann bei den nachfolgenden Beratungen zu entscheiden sein.

Frau Uchtenhagen, Sprecherin der Minderheit I: Gestatten Sie mir zuerst zwei kurze persönliche Bemerkungen an die Adresse von Herrn Auer.

Herr Auer hat gestern sehr witzig meine Fraktionskollegen apostrophiert, und wir alle haben eigentlich Freude, wenn wir gelegentlich in diesem ersten Saal lachen können. Die Tauben von Helmut Hubacher waren wirklich komisch.

Ich habe mir dann aber doch auch überlegt, welcher Art der Witz ist, den Herr Auer oft braucht. Er hat nämlich selten etwas Befreiendes, und ich sage das nicht, weil wir meistens betroffen sind. Ich glaube, darüber kann ich mich hinwegsetzen. Aber im Gegensatz etwa zu den Bemerkungen von Herrn Eisenring und andern Kollegen ist eine andere Note drin, und ich habe eine sehr tröstliche Antwort gefunden. Wir möchten alle gern so witzig sein – auch ich möchte gern so witzig sein wie Herr Auer, aber ich schaffe es einfach nicht –, wie viele von uns. Aber ich würde zu Ehren dieses Rates doch sagen, dass vielleicht viele in diesem Rat nicht so witzig sind, aber dass sehr viele in diesem Rat einen Humor haben, den vielleicht Herr Auer nicht in diesem Ausmass hat.

Die zweite Bemerkung betrifft mich persönlich. Er hat, wie üblich, auch noch mich apostrophiert. Weil ich in der Eintretensdebatte nicht gesprochen habe, blieb ihm nichts anderes übrig, als aus der Kommission zu zitieren. Er hat das abgekürzte Kommissionsprotokoll zitiert, das bereits in der «NZZ» gebracht wurde, um zu begründen, dass ich für ein Exekutivamt nicht sehr gut qualifiziert bin. Nun, der

Wahlkampf hat begonnen, bevor ich nominiert bin. Das akzeptiere ich, und das macht mir weiter nichts aus.

Aber sachlich möchte ich folgendes festhalten, und ich bin überzeugt, dass alle Kommissionskollegen das bestätigen: Es ging damals um die Begründung des Antrages, dass man einen Ersatzfaktor für die Bankenbesteuerung suchen solle. Ich habe die Umsatzzahlen vorgeschlagen, und zwar weil wir uns in den Regierungsparteiengesprächen – alle Parteien, auch die Partei, der Herr Auer angehört – einig waren, dass es sehr schwierig ist, eine Vorlage vor dem Volk zu vertreten, in der die Banken nicht zur Kasse gebeten werden. Es ist sehr schwer, den Leuten begreiflich zu machen, dass man die Banken nicht einfach der Mehrwertsteuer unterstellen kann wie jeden kleinen Gewerbetreibenden, für den das ja schliesslich eine harte Sache ist. Ich habe auch gesagt, dass man neben sachlichen Erwägungen auch aus abstimmungspolitischen, taktischen Gründen die Bankenbesteuerung einbeziehen sollte. Ich kenne meine Wortwahl nicht mehr genau, aber alle haben begriffen, was ich meinte. Es ging genau um das, was Herr Auer vorhin gesagt hat, als er von «abstimmungspolitischen Ueberlegungen» sprach. Vielleicht habe ich das nicht so schön gesagt, auf jeden Fall hat Herr Auer mich daraufhin sehr angegriffen. Sein Votum ist nicht wiedergegeben – Sie wissen, dass persönlich-diffamierende Voten nicht festgehalten werden –, indem er sagte, es sei unanständig und unseriös, wie ich politisiere, eine Politik des persönlichen Opportunismus sei abzulehnen usw. Ich möchte einfach festhalten: Ich nehme mir die Naivität heraus – als Frau habe ich vielleicht dieses Privileg –, manchmal ganz deutlich zu sagen, was ich meine. Ich weigere mich, mit gezinkten Karten zu spielen; ich sage meine Meinung, gleichgültig, ob sie diesem oder jenem passt oder nicht. Ich möchte ablehnen, dass man mir persönlichen Opportunismus unterschiebt. Ich glaube, es hat niemand einen Anhaltspunkt und einen Grund, das zu tun.

Bei meinem Antrag geht es um Artikel 8 Absatz 2 Buchstabe a, und zwar dort, wo wir verwitweten, geschiedenen und ledigen Steuerpflichtigen, die zusammen mit Kindern oder einer Person, die sie unterstützen müssen (also ein Elternteil, beide Eltern, meistens pflegebedürftig), leben, den sogenannten Haushaltsabzug geben. Der Antrag wurde seinerzeit fast in der gleichen Formulierung von Herrn Kaufmann und mir eingereicht. Herr Kaufmann hat 3000 Franken für diese Alleinstehenden, die ein Kind haben, beantragt. Ich habe einfach den Betrag für Haushaltsabzüge aus der Botschaft genommen; deswegen mein Antrag: 4000 Franken. Sie wissen, dass noch ein Minderheitsantrag von Gabrielle Nanchen vorliegt, der 5000 Franken verlangt. Persönlich sympathisiere ich mit diesem Minderheitsantrag, aber ich wollte in der Kommission, wo man doch Konzessionen machen muss, nicht wieder mit etwas Neuem kommen und bin deshalb bei diesen 4000 Franken geblieben.

Wie begründet man nun den kleineren Abzug für Alleinstehende, die einen Haushalt haben? Man sagt: «Ein Mann, der verheiratet ist, muss ja für eine mehr oder weniger aufwendige Frau sorgen; Alleinstehende haben nur für einen Erwachsenen zu sorgen.» Nun muss ich aber doch sagen, dass diese «mehr oder weniger aufwendige» Frau in 99 Prozent der Fälle eine erhebliche Arbeit leistet. Sie führt den Haushalt, sie betreut die Kinder, sie erzieht die Kinder, sie bezieht dafür kein Salär, sie macht das als Mutter und als Ehefrau; der Mann kann ihr ja gar keinen Lohn zahlen; woher wollte er das Geld auch nehmen? Aber sobald nun jemand allein ist, also eine geschiedene oder eine verwitwete Frau oder ein verwitweter Mann, der als Witwer nicht einmal eine Rente bekommt, muss er nun plötzlich beide Funktionen wahrnehmen. Er muss also irgendwie Geld verdienen. Die Mehrzahl der geschiedenen Frauen, praktisch alle ledigen Mütter, müssen selbstverständlich arbeiten gehen, auch ein grosser Teil der verwitweten Frauen. Sie müssen gleichzeitig den Verdienst beschaffen, aber auch den Haushalt führen und die Kinder

erziehen. Es erscheint mir eine nicht sehr praktische, vielleicht etwas männliche Argumentation, dass der Haushalt unvollständiger Familien billiger zu stehen kommen soll. Denn diese Mütter oder Väter müssen das Kind ja versorgen, sie müssen es in eine Krippe bringen, und sie müssen jemand bezahlen, der es hütet; sie haben ganz offensichtlich einen teureren Haushalt, wenn sie erwerbstätig sind. Es geht bei diesem Abzug nur um die Zeitspanne, wo die Alleinstehenden tatsächlich ein Kind bei sich haben.

Wenn Sie etwa an die Schwangerschaftsdebatten denken, wo wir uns alle einig waren, dass man die alleinstehenden Mütter endlich besserstellen sollte. Aber den alleinstehenden Müttern mutet man zu, einen Haushalt zu führen, Geld zu verdienen, für ein Kind zu sorgen, mit einem kleineren Haushaltsabzug, als das bei einer Normalfamilie der Fall ist, wo die Frau tatsächlich daheim sein und für ihr Kind sorgen und auch sehr viel billiger haushalten kann.

Ich glaube, es gibt gute Gründe, mindestens 4000 oder 5000 Franken für diese Alleinstehenden vorzuschlagen. Ganz generell hat der Antrag, wie er jetzt auf jeden Fall in der Vorlage enthalten ist, mit 3000 Franken einen grossen Vorteil, indem er die Sache regelt. Bis jetzt war es vor allem bei den Geschiedenen gar nicht klar, wer diesen sogenannten Haushaltsabzug bekam. In der Regel haben ihn beide bekommen. Jetzt ist das auch geregelt. Derjenige, der die Kinder erzieht, bekommt den Haushaltsabzug, ob Mann oder Frau. Aber überlegen Sie sich bitte: Ist es so einfach, als Alleinstehende eine Familie zu betreuen oder auch einen kranken Elternteil bei sich daheim zu haben? Das kann man auch nicht nebenbei machen; da muss man wieder jemanden haben, den man bezahlen muss. Aber Sie wissen, dass man an den Steuern nichts abziehen kann, wenn sie jemanden als Hilfe für einen kranken Elternteil oder für ein Kind beschäftigen. Überlegen Sie: Ist es wirklich so viel billiger, alleinstehend Kinder gross zu ziehen als in einer Normalfamilie?

Ich bitte Sie, den Antrag von Gabrielle Nanchen und, wenn Ihnen dieser Antrag zu weit geht, dann zumindest meinen Antrag auf 4000 Franken zu unterstützen.

Le président: M. Eng motive la proposition de la minorité II.

Eng, Sprecher der Minderheit II: Im Namen der Minderheit II beantrage ich Ihnen, für die Festsetzung der Sozialabzüge in Artikel 8 Absatz 2 der Uebergangsbestimmung den Beschlüssen des Ständerates zuzustimmen.

Tarif und Sozialabzüge stehen in einem direkten Zusammenhang. Der Minderheitsantrag II ist denn auch im Rahmen des ständerätlichen Tarifes zu würdigen, der Ihnen anschliessend bei der Behandlung von Litera b von Herrn Kollege Auer hier noch als Minderheitsantrag zur Annahme empfohlen werden wird. Es ist nicht bestritten, dass auch bei den Sozialabzügen die Folgen der kalten Progression auszugleichen sind. Der geltende Artikel 41quater verlangt dies. Auch im vorliegenden Verfassungsentwurf wird die periodische Ausgleiche vorgesehen.

Die Botschaft vom 24. März 1976 sah erstmals deren Anpassung vor, wobei die Erhöhung auf rund 20 Prozent beschränkt werden sollte. Dem Bundesrat erschien damals namentlich deshalb eine angemessene Zurückhaltung geboten, weil einerseits eine Erhöhung jeweils entsprechende Begehren bei den kantonalen und kommunalen Steuern veranlasste, andererseits die Entlastung der unteren und mittleren Einkommen durch eine neue Tarifstruktur angestrebt wurde. Die Gründe zur Zurückhaltung gelten noch heute. Der Bundesrat hat deswegen die Abzüge der Vorlage 1976 angepasst. Den damit verbundenen Ertragsausfall errechnete er mit 215 Millionen Franken. Die Korrekturen des Ständerates liessen den Ertragsausfall der Sozialabzüge um weitere 25 Millionen Franken auf 240 Millionen Franken ansteigen.

Die Beschlüsse Ihrer Finanzkommission schiessen indes weit über das Ziel hinaus. Nur gerade der Abzug für unterstützungsbedürftige Personen blieb unangetastet. Alle anderen erfuhren eine recht kräftige Erhöhung, die gegenüber dem Ständerat zu einem Mehrausfall von 125 Millionen führen und auch unter Berücksichtigung der Tarifkorrekturen immer noch 60 Millionen Franken Mindereinnahmen gegenüber dem Ständerat zur Folge haben würden.

Bei der Wiederaufnahme der Verhandlungen der Finanzkommission ist allerdings die grosse Ernüchterung über die Mitglieder gekommen. Männiglich entdeckte nämlich die direkten Zusammenhänge zwischen Tarif- und Sozialabzügen; insbesondere hätten die Entlastungen bewirkt, dass 45 Prozent der Steuerpflichtigen keine direkten Bundessteuern bezahlen müssten und des weitern, dass die Mehrbelastung beispielsweise bei einem Verheirateten mit zwei Kindern erst bei über 200 000 Franken beginnen würde, und schliesslich auch, dass ausgerechnet die mittleren Einkommen verhältnismässig am stärksten zur Verminderung des Ertragsausfalles herangezogen würden. Die daraufhin am Tarif vorgenommenen Aenderungen konnten diese mehrheitlich unerwünschten Folgen teils nicht mehr verhüten, teils in recht uneleganter Art durch eine überschüssige Progression nur ungenügend korrigieren.

Die von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagenen Sozialabzüge hätten neben dem unverantwortbaren Ertragsausfall für die Bundeskasse aber zudem auch äusserst schwere Folgen für die kantonalen Steuererträge. Wie schon darauf hingewiesen, gibt eine Erhöhung der Abzüge bei den direkten Bundessteuern in der Regel zu entsprechenden Begehren bei den kantonalen und kommunalen Steuern Anlass. Die vom Eidgenössischen Statistischen Amt für das Jahr 1976 publizierte Steuerbelastung in der Schweiz zeigt nämlich, dass kein Kanton für die Kinderabzüge auch nur annähernd die Höhe des bundesrätlichen Antrages, geschweige denn diejenige des Beschlusses der Kommissionsmehrheit, erreicht. Die meisten Kantone gewähren einen Abzug zwischen 1000 und 1400 Franken. Auch die Haushaltsabzüge sind bei den Kantonen durchweg, wenn auch in geringerem Masse als bei den Kinderabzügen, niedriger angesetzt. Das gleiche gilt für die Versicherungsabzüge und in noch ausgeprägterem Mass für die Abzüge vom Einkommen der Ehefrau.

Mit Recht weist der Bundesrat denn auch in der Botschaft 1976 darauf hin, dass die Erfüllung solcher Begehren, die auf Erhöhung der Sozialabzüge zielen, bei den Kantonen und Gemeinden wegen der grösseren Bedeutung der direkten Steuern für ihren öffentlichen Haushalt finanziell weit stärker ins Gewicht fallen als beim Bund. Aus dem gleichen Grunde forderte auch die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren eine Lösung, die nicht über die bundesrätlichen respektive ständerätlichen Beschlüsse hinausreicht.

Eine Korrektur schiene mir indessen angebracht. In der Praxis wird den Verwitweten und Geschiedenen, die zusammen mit Kindern einen Haushalt führen, der Haushaltsabzug gewährt. Es würde sich künftig rechtfertigen, diese Praxis auch auf Ledige auszudehnen, wenn sie mit einem Kinde in einem eigenen Haushalt zusammenleben. Allerdings drängt sich alsdann eine völlige Gleichstellung mit den Verheirateten auf, ist es doch nicht einzusehen, aus welchem Grunde in einem solchen Falle eine Differenzierung zuungunsten der wirtschaftlich schwächeren Steuerpflichtigen gemacht werden soll. In dieser Hinsicht decken sich meine Überlegungen mit denjenigen von Frau Uchtenhagen.

Zusammenfassend ist festzustellen: Die Beschlüsse des Ständerates bezüglich Tarif und Sozialabzüge führen nicht zu einem staatspolitisch unerwünschten grossen Ausfall an Steuerpflichtigen, tragen der angespannten Finanzlage des Bundes angemessen Rechnung und erfüllen den verfassungsmässigen Auftrag, einerseits auf die Belastung durch die direkten Steuern der Kantone und Gemeinden Rücksicht zu nehmen, andererseits die Folgen der kalten

Progression periodisch auszugleichen. Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag II zuzustimmen.

Le président: Notre collègue Auer désire faire une déclaration personnelle.

Auer: Ich möchte gegenüber der Erklärung von Frau Uchtenhagen feststellen, dass ich sie als Politikerin angegriffen habe und nicht persönlich. Leute, die ich nicht mag, schiebe ich nie auf die Rolle. Es stimmt, dass im Protokoll der Finanzkommission das Votum von Frau Uchtenhagen ausführlicher wiedergegeben worden ist als das meine, dies nach der Regel, dass man im Protokoll nur festhalten soll, was Substanz hat...

Frau Uchtenhagen, mindestens eines haben wir gemeinsam: Wir sind beide eine Jungfrau – wenigstens was das Horoskop betrifft (Heiterkeit). In diesem steht für uns zwei folgendes: «Anregende Tage mit allerlei Abwechslung. Sie können Freundschaft finden und trotz einigen Schwierigkeiten zu guten Erfolgen gelangen. Die gemeinsame Basis sorgfältig ausbauen. Die Interessen Ihres Partners sind auch die Ihren.» Und tröstlich schliesslich: «Es folgt auf Regen Sonnenschein!» (Heiterkeit)

Mitteilung – Communication

Le président: Je vous communique la décision prise par la conférence des présidents de groupes et le bureau du Conseil des Etats concernant nos travaux. Lundi 25 septembre 1978 début de la séance 15 h 30. Troisième semaine de la session du 2 au 6 octobre 1978, comme prévu. Etant donné le retard de nos travaux, le programme subira, bien sûr, quelques modifications. Session spéciale du 23 au 25 octobre 1978 pour traiter les objets qui n'auront pu être examinés dans le cours de la présente session.

Mme Nanchen: Selon la législation actuelle sur l'impôt pour la défense nationale, les mères célibataires sont doublement pénalisées par rapport aux mères mariées, veuves ou divorcées, quant aux barèmes et quant aux déductions sociales. Leur situation familiale en effet est considérée comme celle de personnes célibataires et la seule déduction à laquelle elles ont droit est la déduction pour enfants à charge. L'association des femmes célibataires, de même que l'association des mères chefs de famille ont demandé que cette injustice soit enfin levée. La commission du Conseil national n'a pas été insensible à leur requête. Elle en a discuté mais n'est pas parvenue, si j'en crois le dépliant, à s'entendre sur la correction à y apporter. La majorité nous propose de permettre aux contribuables veufs, séparés ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses de déduire 3000 francs. La minorité I voudrait porter le montant de ces déductions à 4000 francs, ainsi que Mme Uchtenhagen vous l'a exposé tout à l'heure. La minorité II veut limiter ce genre de déductions au minimum, soit à 2000 francs, à l'instar de la majorité des conseillers aux Etats qui aiment surtout parler de la dignité des filles-mères lorsque leurs effets oratoires n'ont pas de conséquences pratiques.

Quant à moi, je vous demande de traiter les personnes célibataires et qui ont des enfants des personnes nécessiteuses à charge, exactement comme les personnes mariées, c'est-à-dire de les faire bénéficier d'une déduction de 5000 francs. Inutile de développer longuement cette proposition. Il tombe sous le sens qu'une femme célibataire élevant un ou plusieurs enfants doit faire face à des charges plus lourdes qu'une personne qui a été mariée un jour mais qui vit seule aujourd'hui; car, dans le régime

actuel, les personnes veuves ou séparées sont assimilées aux personnes mariées.

Tout se passe vraiment comme si le législateur avait voulu rendre un modeste hommage au mariage, par ailleurs fort malmené par notre système fiscal. Mais les mentalités ont changé. Il ne s'agit plus tellement d'accorder une prime au mariage, mais de protéger la famille et la maternité. Mettre fin à la discrimination subsistant en matière d'impôt fédéral direct entre les parents mariés et les parents célibataires serait une mesure de politique familiale qui ne creuserait pas un très grand trou dans les finances fédérales mais qui aurait une portée psychologique indéniable. Je vous remercie pour votre «attention».

Kaufmann: Zunächst zwei grundsätzliche Bemerkungen. Der CVP-Fraktion geht es bei diesen Familienabzügen um eine höchst wichtige Angelegenheit. Ziehen Sie keine falschen Schlüsse, wenn wir hier keine Bedingung stellen. Das geschieht nur aus Staatsverantwortung heraus, nicht etwa weil wir die Dinge als klein oder untergeordnet betrachten würden. Wir haben uns immer für die Familie und – Frau Nanchen und Frau Uchtenhagen – auch für die Halbfamilie eingesetzt. Wir glauben, die Familie sei ein Strukturelement der Gesellschaft, ein Gegengewicht gegen den Staat und eine Entlastung des Staates, eine Institution, die uns vor der Nivellierung und Beziehungslosigkeit bewahrt.

Die zweite Bemerkung: Ich empfehle Ihnen, nicht von Sozialabzügen, sondern von Familienabzügen zu sprechen. Es geht hier nicht um eine Verteilung von Almosen, sondern um eine korrekte wirtschaftliche Besteuerung, die wir leider in der Schweiz nicht haben. Ich darf Sie daran erinnern, was bereits Herr Eisenring antönte, dass Ehegatten nach der schweizerischen Steuergesetzgebung immer noch bestraft werden. Darum immer wieder dieser Trend zum Splitting. Wir unterstützen das Splitting nicht, verlangen aber endlich eine korrekte Familienbesteuerung.

Ferner hatten wir bisher keine steuerliche Regelung für Alleinstehende mit Kindern. Jetzt führen wir das ein, aber 20 Jahre lang haben wir es vergessen.

Es ist klar und wird anerkannt, dass Ehepartner 25 bis 30 Prozent wirtschaftlich weniger leistungsfähig sind als der Ledige bei gleichem Einkommen. Also müsste man doch die steuerliche Belastung um etwa 25 bis 30 Prozent ermässigen. Das haben wir bisher überhaupt nicht erreicht, nach den Vorschlägen des Bundesrates lediglich im untersten Bereich.

Bevor ich nun den Minderheitsantrag verteidige, darf ich mich noch mit den Minderheitsanträgen auseinandersetzen, zunächst vor allem mit dem Antrag Eng. Rein formell bin ich schon überrascht, Herr Eng, dass Sie einen Minderheitsantrag eingereicht haben, unterschrieben von acht Mitgliedern. Mehrere dieser Herren haben aber in der Kommission den Familienabzügen zugestimmt. Offenbar hat man im nachhinein den Minderheitsantrag personell noch etwas «aufpoliert». Ich möchte daran erinnern, dass wir Anträge hatten, die mit 18 zu 4 Stimmen durchgingen; also können dort nicht acht Mitglieder dagegen gewesen sein.

Was mir auch gewisse Sorgen bereitet, ist folgendes: In der Kommission hatte ich richtig Freude an Herrn Otto Fischer, der diesen Familienabzügen teilweise zugestimmt hat. (Er bestätigt das soeben.) Nun steht er integral unter der Minderheit: also keine Erhöhung der Familienabzüge. Herr Otto Fischer hat ganz richtig ausgerechnet – das darf er –, Gewerbe- und Bauernfrauen würden von den Ehegattenabzügen profitieren, denn sie bekommen beide den Abzug für erwerbstätige Ehefrauen. Ich verstehe nun nicht, dass Herr Fischer, vermutlich aus optischen Gründen, sich zur Minderheit II geschlagen hat. – Soweit die formelle Vorbemerkung zum Antrag Eng.

Ich verstehe die Minderheit II aber auch aus zwei sachlichen Gründen nicht. Herr Eng beantragt Zustimmung zum Ständerat, also keine Differenz zum andern Rat. Wir wissen aber, dass die Fassung des Ständerates – das wird

dort auch zugegeben – den Geschiedenen den doppelten Ehegattenabzug weiterhin gewährt, also eine verfassungswidrige Lösung aufrechterhält. Der Ehegattenabzug wird nämlich auch den Geschiedenen gewährt, und zwar gleich zweimal gewährt (!), und je höher dieser Abzug nun statuiert wird, um so mehr wird das Bild verzerrt. Offenbar möchte Herr Eng diesen unsinnigen Zustand zementieren. Ich glaube einfach, wir dürfen die Debatte über diesen Punkt nun nicht mit einer Zustimmung zum Ständerat abschliessen.

Dann, Herr Eng, sind wir uns doch einig: Seit 20 Jahren haben wir vergessen, für ledige und verwitwete Mütter einen Haushaltabzug einzuführen. Das möchten wir nun endlich korrigieren und nicht einfach dem Ständerat zustimmen, der das nicht korrigierte, weil er auf die Problematik nicht aufmerksam gemacht worden ist. Also eine Zustimmung zum Ständerat ist auch hier meines Erachtens unverantwortlich. Machen Sie eine Differenz irgendeiner Art, aber keine Zustimmung zum Ständerat; sonst ist diese «Uebung» vorbei, und zwar im falschen Sinn.

Mit der Minderheit I kann ich mich bedeutend milder herumschlagen. Die Differenz ist kleiner. Es geht hier nur darum, ob Sie einen Abzug für Ledige, Geschiedene und Verwitwete, die im eigenen Haushalt Kinder aufziehen – wir unterstützen diese Halbfamilie –, auf 3000 Franken, was ich in der Kommission beantragt habe, festlegen wollen, oder ob Sie gemäss Frau Uchtenhagen auf 4000 oder gemäss Frau Nanchen auf 5000 Franken gehen wollen. Hier trennen uns keine Welten. Es ist aber jetzt von Frau Uchtenhagen und von Frau Nanchen darauf hingewiesen worden, dass man solchen alleinstehenden Müttern – es kann ja übrigens auch einmal der Vater sein – den Ehegattenabzug von 5000 Franken gewähren sollte. Ich habe nach wie vor die Meinung, dass das nicht ganz richtig ist, und zwar darf ich Ihnen folgendes sagen: Bei verheirateten Personen hat man mit dem gleichen Einkommen für zwei Personen zu sorgen. Natürlich kann man entgegenhalten, dass die Ehefrau auch etwas arbeite und einige Kosten erspare. Aber was Sie jetzt an sich vergessen haben, ist einmal die Tatsache, dass Geschiedene, Verwitwete und Ledige häufig mit anderen Personen auch zusammenleben, sei es mit der Mutter, mit Geschwistern oder manchmal auch mit dem Freund, dass sie damit im Grunde genommen ein Splitting haben, also schon unter diesem Gesichtspunkt wesentlich mehr profitieren als zusammenlebende Ehegatten. Das ist der eine Punkt. Dann darf ich Sie auf ein weiteres Moment hinweisen. Im Wehrsteuerrecht zahlt die Mutter – die ledige oder geschiedene Mutter –, die Alimenter erhält, kein Einkommen von den Alimentern. Somit hat sie ein Einkommen, das sie nicht versteuern muss. Sie ist also recht gut privilegiert, ich sage ausdrücklich, bei der direkten Bundessteuer; bei den Kantonen ist es verschieden geregelt, aber wir machen jetzt keine kantonale Gesetzgebung. Dabei dürfen Sie im weitem auch nicht vergessen, dass die Ehefrau tatsächlich auch Einkommen aus ihrem Vermögen und aus Renten haben kann – ich denke zum Beispiel an die AHV – und zusammen mit dem Manneseinkommen dann in eine Progressionsstufe hineinwächst, in der dann beide Ehegatten mehr zahlen. Das sind Argumente, die eigentlich für eine Abstufung des Abzuges sprechen. Herr Dr. Locher von der Steuerverwaltung hat in der Kommission erklärt, diese Abstufung von 5000 auf 3000 Franken schiene ihm richtig zu sein. Ich persönlich mache aber keine Geschichte daraus, wenn Sie auf 4000 Franken gehen wollen, bin jedoch aus den angeführten Gründen der Meinung, dass es bei diesen Sätzen 5000 und 3000 Franken bleiben sollte.

Noch zu einigen Bemerkungen, die gefallen sind. Der Ausfall wird jetzt gross geschrieben: 60 Millionen, Herr Eng! Vorher, bei der Mehrwertsteuer, waren Sie schnell bereit, 750 Millionen Ausfall zu akzeptieren und hinzunehmen. Für die Familien sind Ihnen aber offenbar 60 Millionen zuviel, wobei diese 60 Millionen keinen Ausfall darstellen, sondern das ist zur Hauptsache ein Ausgleich der kalten Pro-

gression. Wir korrigieren die kalte Progression mit diesen 60 Millionen nicht einmal völlig auf allen Stufen. Wir haben nur allein wegen der Teuerung einen 50prozentigen Ausgleich zu suchen, und wir haben, sofern wir das korrekt durchziehen wollen, erstens einmal die Minima um 50 Prozent zu erhöhen, wir haben die Progressionsstufen um 50 Prozent zu erhöhen, wir haben die Progressionssätze um 50 Prozent zu erhöhen, und wir haben darüber hinaus die Familienabzüge um 50 Prozent zu erhöhen. Dazu wollen wir noch eine gewisse, eher kleine Strukturänderung erreichen, eine gewisse Gesellschaftspolitik bestreiten, wenn die Mehrheit der Kommission die teuerungsbedingten Abzüge noch etwas erhöht. Ich ersuche Sie, der Kommissionmehrheit zuzustimmen.

Chopard: Ich bin auch der Meinung, dass wir dieses Problem nicht als nebensächlich betrachten sollten, sondern als Problem, das tatsächlich existiert, das aber viele Leute nicht gerne haben wollen. Das ist meine erste Vorbemerkung. Wir haben hier in diesem Saal Verständnis gezeigt für die Coiffeure. Das ist in Ordnung. Wir haben Verständnis für die Weinbauern gezeigt. Das ist verständlich. Sollen wir jetzt kein Verständnis zeigen für die wirklichen Probleme von alleinstehenden Müttern? Das würde ich nicht verstehen. In meiner engsten Heimat, in Obersiggenthal, habe ich sehr Erfahrung, wie das in der Praxis aussieht mit alleinstehenden Müttern (Heiterkeit), und zwar deswegen, weil wir den mühevollen Weg gegangen sind, in Obersiggenthal ein Haus zu errichten, das diesen alleinstehenden Müttern als Wohnung dient, und gleichzeitig wurde ein Kinderhort für die Kinder gebaut, der gebraucht wird, wenn diese alleinstehenden Mütter ihrem Erwerb nachgehen. Jetzt muss ich Ihnen sagen, wie die Verhältnisse tatsächlich aussehen. Es ist so, dass die überaus grösste Zahl der Mütter, die hievon betroffen werden, Mütter sind, die in äusserst bescheidenen Einkommensverhältnissen leben. Das müssen Sie als erstes berücksichtigen. Im weiteren ist es so, dass diese Mütter von ihrem Einkommen nicht nur die Wohnung zu bezahlen haben, sondern vor allem auch die Pflege insbesondere des Kleinkindes während des Tages zu bestreiten haben, an dem es im Kinderhort aufgehoben ist. Das ergibt zusätzliche Kosten. Die Realität – ich zitiere wieder das Beispiel Obersiggenthal – sieht so aus, dass es unmöglich ist, diese Kosten aus Beiträgen der Mütter aus ihrem Erwerbseinkommen, allenfalls inklusive zustehenden Alimenten zu decken. Es ist so, dass hier Defizite entstehen in der Gröszenordnung von ungefähr 100 000 bis 150 000 Franken pro Jahr für die Trägerschaft. Wer bezahlt diese Defizite? Sie werden bezahlt einerseits von den Gemeinden, die man auf dem Bettelweg angeht; sie werden bezahlt zum Teil via sozialem Wohnungsbau; ferner durch kantonale Beiträge und ordentliche Gemeindebeiträge sowie durch Spenden und Bazars der Schweizerischen Pflegekinderaktion usw. Das ist die Realität! Es ist unnötig, noch zu sagen, dass viele Mütter hier unwürdige Situationen hinter sich bringen müssen, die in die heutige Zeit nicht mehr hineinpassen. Unwürdige Situationen, weil sie praktisch nicht in der Lage sind, die finanziellen Verpflichtungen, die eben diese Situation mit sich bringt, zu erfüllen. Und dann ist das Unwürdige daran – ich sage das ganz offen, denn dies ist heute noch so –, dass diese alleinstehenden Mütter praktisch auf unwürdige Weise auch noch für die ihnen zustehenden Beiträge betteln müssen. Jetzt haben wir hier eine effektive Gelegenheit, ausgleichend zu wirken. Ich würde nicht verstehen – nachdem wir gestern und auch heute morgen in andern Dingen, bei denen es vielleicht weniger um das menschliche Schicksal einzelner gegangen ist, sehr grosszügig waren –, wenn man hier einfach so darüber hinweggehen würde. Ich beantrage Ihnen also, dem Antrag Nanchen zuzustimmen. Ich glaube, man könnte hier beste Hilfe leisten für die alleinstehenden Mütter, die sehr oft in Bedrängnis sind. Ich bin auch der Meinung, der Staat würde deswegen nicht vor die Hunde gehen. Wenn Sie glauben, nicht so weit gehen zu können und es

Ihnen unmöglich erscheinen würde – was ich bedauern würde –, dem Antrag Nanchen zuzustimmen, dann möchte ich Sie wenigstens bitten, dem Antrag von Frau Uchtenhagen zuzustimmen. Sie würden damit – meiner Meinung nach – ein echtes Problem lösen helfen.

Allgöwer: Ich bin froh, dass ich einmal in Finanzfragen mit Frau Uchtenhagen einer Meinung bin. Hingegen möchte ich doch einige Sätze über den Humor vorausschicken, nachdem Frau Uchtenhagen die Frage des Humors ange-tönt hat. Nicht wahr, Humor ist seit der Antike eine politische Waffe, genauso wie die Demagogie, wie die Emotion oder wie irgendein Mittel, das man im politischen Feld anwendet. Nun gibt es den freiwilligen Humor, aber auch unfreiwilligen, wie wir ihn gerade vorhin erlebt haben. Der Humor kann und darf nicht verbannt werden. Die Handhabung von Humor im englischen Parlament ist ein gutes Beispiel, wie man das Mittel verwenden kann: ein Florettfechten, wie es kein anderes Parlament kennt.

Darf ich Frau Uchtenhagen an ein berühmtes Beispiel erinnern: Goethe, der nicht nur Ministerpräsident, sondern auch Theaterdirektor war, hat einer Aufführung beige-wohnt, bei der seiner Meinung nach das Publikum unflätig gelacht hatte. Darauf rief er in den Saal hinaus: «Man lache nicht!» Und ungefähr so ist mir Frau Uchtenhagens Humorkritik vorgekommen. Wenn es Herrn Auer gelingt, Fröhlichkeit in diesen Saal zu tragen, sei ihm gedankt. Wir sind doch alle froh, wenn wir neben all den ernstesten Dingen auch einmal lachen können, freiwillig oder unfreiwillig. Ich glaube, der Humor sollte noch viel mehr gepflegt werden, und wenn eine «Verauerung» eintreten sollte, dann wäre das nur gut.

Nun zu der Sache selber. Seitdem in den meisten Kantonen das Konkubinat erlaubt wird, ist das Verheiratetsein sehr teuer geworden. Es kostet bis 2000 Franken im Monat. Ich verstehe nicht, wenn Herr Kaufmann nun plötzlich sagt, er wolle die Familie schützen, aber er sei gegen das Splitting. Wenn es etwas gibt, was das Verheiratetsein finanziell interessant macht, dann ist es das Splitting, d. h. dass man nicht einfach in eine hohe Progression hineinkommt, wenn die Ehefrau ebenfalls etwas verdient. Das ist nur einer der Widersprüche.

Es gibt auch einen andern Widerspruch: In den momentanen Budgetauseinandersetzungen im deutschen Bundestag hat ein sozialdemokratischer Abgeordneter von den «reaktionären Anliegen der Kinderfreibeträge» gesprochen. Also in Deutschland sind diese Kinderfreibeträge noch reaktionäre Anliegen wie vor 30 Jahren in unserem Land. Ich glaube, wir dürfen unseren schweizerischen Weg sicher gehen, indem wir mit der Zeit vom Vorherrschen des patriarchalischen Steuersystems abkommen.

Das patriarchalische Steuersystem, das wir hier pflegen und auch in der neuen Vorlage wieder vorfinden, kann einigermaßen gemildert werden: einerseits durch diese Kinderabzüge, die nicht reaktionär sind – im Gegenteil sozial fortschrittlich –, andererseits durch die höhere Bewertung dessen, was man für den Haushalt abziehen kann. Ob man nun 4000 Franken oder 5000 Franken oder 6000 Franken annimmt, wie es ebenfalls vorgeschlagen wird, ist eine Ermessensfrage. Vielleicht ist es im heutigen Zeitpunkt – und im Hinblick darauf, dass ja der Ständerat noch zustimmen muss – weise, wenn wir bei 4000 Franken bleiben. Aber wenn wir den höheren Betrag einsetzen, schadet es auch nichts.

Ich möchte nur noch etwas sagen, worauf Herr Kaufmann schon hingewiesen hat: Wenn man schon aus abstimmungstechnischen Gründen die Coiffeure und andere ausnimmt und mit dem Satz von 8 auf 7 Prozent zurückgegangen ist und damit Hunderte von Millionen opfert, dann sehe ich nicht recht ein, warum man nicht zugunsten einer gerechten Besteuerung der Frauen nun endlich zu einer anderen Lösung kommen könnte. Ich möchte Sie also bitten, mindestens den Minderheitsantrag I zu unterstützen, vielleicht sogar den Antrag von Frau Nanchen.

Mme **Spreng**: J'aimerais dire rapidement quelques mots sur ce sujet et vous demander d'appuyer la proposition de Mme Nanchen. 5000 francs de déduction sociale me paraît un minimum en face des difficultés auxquelles sont confrontées les personnes seules ayant charge de famille. Je parle là évidemment d'hommes et de femmes. Un homme solitaire se trouve ici confronté avant tout à la difficulté d'engager une femme qui vienne l'aider. Cette possibilité est beaucoup plus difficile à résoudre pour la femme seule, chargée d'enfants, qu'elle soit non mariée, divorcée ou veuve et il y en a beaucoup dans cet état. Elles ont des salaires beaucoup plus bas. Elles mettent leurs enfants à la crèche quand ils sont petits. Ces crèches sont rares, sont chères, elles manquent en campagne, dans les villages, elles sont parfois fermées pour des vacances; les heures d'école ne coïncident pas avec les heures de travail et une femme de ménage, difficile à trouver, coûte actuellement 10 francs et plus de l'heure. La mère n'est pas seulement seule à gagner mais aussi seule à donner toute la tendresse indispensable au développement de l'enfant. Comme médecin, j'ai constaté trop souvent que c'est de loin parmi ces femmes solitaires, chargées de lourdes responsabilités, que nous trouvons le plus de troubles de santé dus à une surcharge physique, morale, affective. S'il est une nécessité sociale, c'est bien l'aide maximale à cette catégorie de notre population qui est la plus défavorisée.

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

M. **Richter**, rapporteur: Il est midi. Les rapporteurs doivent faire une synthèse. M. le conseiller fédéral va sans doute apporter des arguments assez détaillés. Je vous suggérerais – si vous m'autorisez de faire une proposition d'«Ordnungsantrag», Monsieur le président – Mesdames et Messieurs, de retourner dans votre Obersiggenthal ou autres vallées, d'y voir vos conjoints, de discuter avec eux de ce grave problème pendant le week-end et de reprendre le tout lundi en écoutant les rapports qui doivent vous être présentés, tant par nous-mêmes que par le chef du Département des finances, et de passer enfin au vote qui doit porter sur l'ensemble et qui prendra du temps. Je vous propose, Monsieur le président, d'interrompre ici nos travaux.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Richter	82 Stimmen
Dagegen	19 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.05 Uhr
La séance est levée à 12 h 05*

Sechste Sitzung – Sixième séance

Montag, 25. September 1978, Nachmittag

Lundi 25 septembre 1978, après-midi

15.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bussey

Le président: Le 24 septembre 1978 le peuple et les cantons suisses se sont prononcés sur les articles 1er et 80 de la constitution fédérale. Une participation convenable des citoyennes et des citoyens, l'unanimité des Etats déjà existants nous autorisent à dire que les 1 309 722 voix favorables à l'admission du nouvel Etat dans la Confédération helvétique constituent une nette approbation de la proposition soumise au souverain. Pour la Confédération et le Jura, le 24 septembre 1978 est marqué d'une pierre blanche. Il convient de rendre hommage à ceux qui, par leur travail, leur patience, leur intelligence, leur volonté, ont permis ce résultat. Nous pensons aux autorités et aux citoyens du canton de Berne à l'origine de la procédure de détermination; à la délégation du Conseil fédéral, montrant et défendant la voie à suivre; à l'Assemblée constituante jurassienne, qui a su mettre au point rapidement une charte fondamentale novatrice et même exemplaire, enfin, au peuple Suisse et à tous les cantons pour l'esprit de parfaite tolérance. Ainsi, un des problèmes les plus difficiles, les plus délicats auxquels notre Etat fédéral ait été confronté depuis sa naissance, a trouvé solution. Ainsi se termine la phase ultime et décisive d'une procédure que le souverain bernois, le peuple de l'ancien canton et celui du Jura a fixée et qu'il a adoptée à une grande majorité. Ainsi s'est accompli un acte d'une portée historique. Il faut s'en réjouir. Ainsi le peuple Jurassien qui a exprimé la volonté de se constituer en un nouvel Etat de la Suisse fédérative, porte à 26 le nombre de nos cantons et demi-cantons. L'Etat du Jura peut se constituer, s'organiser, acquérir son patrimoine administratif qui lui permettra d'agir aux conditions qui lui seront très directement propres.

S'il concernait avant tout les Jurassiens, l'enjeu de ce scrutin dépassait pourtant le seul cadre de la question jurassienne. Le principe en cause était le fédéralisme. C'est l'Etat fédératif lui-même, créé en 1848, il y a tout juste 130 ans, qui se trouvait en cause. Oui, ce fédéralisme, système multiplicateur de la démocratie, ce fédéralisme, système qui assure au sein de la même alliance le droit à la différence dans le respect de la liberté des autres et de la volonté générale, ce fédéralisme-là, le nôtre, était en cause. Qu'est-ce que notre fédéralisme, sinon nous comprendre, nous entendre malgré nos différences. Qu'est-ce que notre fédéralisme sinon la volonté des Suisses de faire preuve les uns à l'égard des autres de l'esprit de tolérance sans lequel il serait impossible de rassembler des races, des religions, des cultures, des langues différentes. La création de l'Etat du Jura confirme la nécessité de nos institutions. Le 24 septembre 1978, le peuple a consolidé encore les assises de la maison suisse. Il faut s'en réjouir. Il appartiendra maintenant au nouvel Etat auquel nous adressons le très brillant salut du Parlement d'agir dans le respect total de nos institutions. Nul doute que le Jura, 23e canton apporte sa contribution originale au développement de notre vie communautaire et qu'il manifeste à l'égard des autres cantons, de leur histoire, de leurs traditions, de leurs institutions, le respect qu'exige l'esprit de tolérance. Il faut s'en réjouir. Nous faisons confiance au peuple du nouvel Etat et aux autorités qu'il se donnera. Mesdames et Messieurs les députés, ensemble, nous disons bonheur et prospérité pour le canton de Jura, prospérité et bonheur pour le peuple Suisse. (*Applaudissements*)

Bundesfinanzreform 1978

Réforme des finances fédérales 1978

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	78.019
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1148-1170
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 885

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.